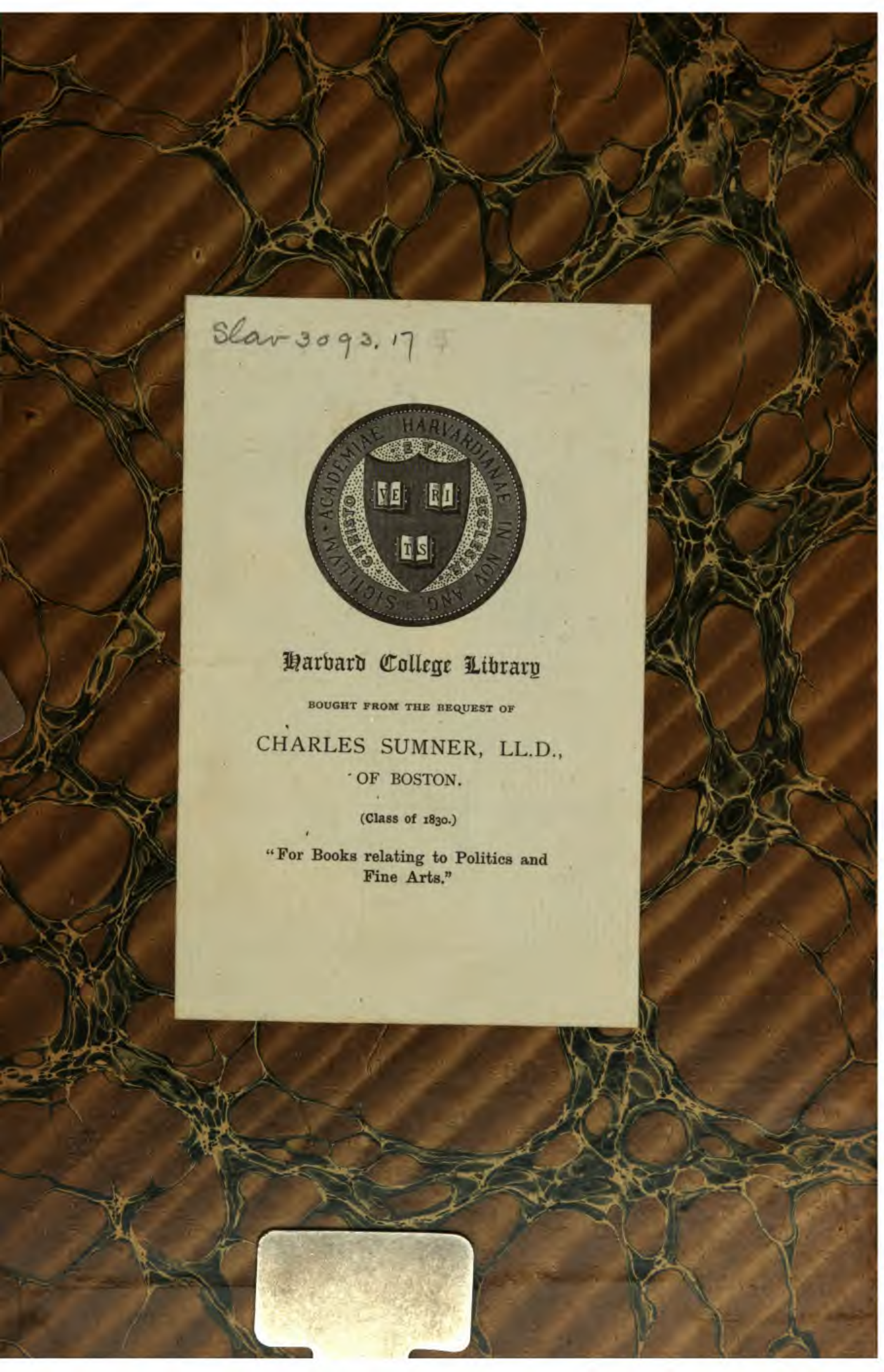

Slav 3093.17
SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS
Harvard College Library
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
CHARLES SUMNER, LL.D.,
OF BOSTON.
(Class of 1830.)
"For Books relating to Politics and Fine Arts."



CHOSES RUSSES

DU MÊME AUTEUR

La France et la Russie. Paris 1890. Librairie de la *Nouvelle Revue* . . . . 1 brochure.

La Russie Barbare. Paris 1890. Librairie de la *Nouvelle Revue* . . . . 1 brochure.

La Guerre ou la Paix. Paris 1891. Chez l'Auteur . . . . 1 brochure.

La Russie contemporaine, études politiques. Paris 1891. Calmann-Lévy . . . . 1 volume.

Nihilisme et Anarchie, études sociales. Paris 1892. Calmann-Lévy . . . . 1 volume.

E. DE CYON

Ilya F. Tzion.

CHOSES RUSSES



LAUSANNE

B. BENDA, LIBRAIRE-ÉDITEUR

3, RUE CENTRALE, 3

1893


HARVARD COLLEGE
JAN 4 1904
LIBRARY.

LES EXPLOITS DE M. WITTE

AVANT-PROPOS

La Russie, avec plus de cent millions d'habitants, possède la septième partie du globe terrestre, et cela *d'un seul tenant*. En lui conservant un gouvernement absolu, également respecté d'un bout à l'autre de l'empire, le bon Dieu lui a épargné les luttes intestines, les querelles de partis, les mouvements révolutionnaires, enfin tout ce qui serait de nature à contrarier ou à ralentir le développement progressif de ses innombrables richesses. La population est un peu clairsemée sur cet immense territoire, mais, grâce aux qualités particulièrement prolifiques de la race, elle s'augmente chaque année de 2 à 3 millions d'âmes. De ce côté-là aussi le brillant avenir de la Russie est assuré et nulle force humaine ne pourrait arrêter sa marche lente mais irrésistible vers la domination universelle.

Toutefois, si l'avenir offre de magnifiques perspectives, le présent est loin d'être aussi réjouissant. Dans ce vaste pays qui vit presque exclusivement du produit de la terre, l'agriculture est en souffrance et les classes rurales ne récoltent plus le strict nécessaire pour leur subsistance matérielle. Le paysan nourri de racines et de mélanges malsains dégénère physiquement; pour subvenir à son entretien, il est forcé d'abord de vendre son bétail, puis de dégarnir sa chaumière; dans ces conditions, il devient la proie facile de la disette

et des épidémies. Le grand propriétaire, criblé de dettes dont il ne peut même pas payer les intérêts, voit ses biens mis en vente à la requête de banques foncières et l'impossibilité pour ces dernières de trouver des acquéreurs est la seule chance de salut du malheureux *pomestchik.* Le commerce languit, l'industrie est dans l'enfance. Les finances de l'État traversent une crise redoutable; depuis des dizaines d'années le Trésor est obligé de recourir sans cesse à de nouveaux emprunts pour payer les intérêts des anciens; les déficits des derniers exercices ont atteint presque le quart du budget total; la monnaie légale du pays perd plus de 30 p. 100 au change. Seul le budget des dépenses va toujours grossissant, et seuls les tchinowicks budgétivores continuent à prospérer et à s'enrichir au milieu de la détresse générale.

D'où vient cette contradiction, cette antithèse entre ce qui doit être et ce qui est, entre les riantes promesses de l'avenir et les sombres réalités du présent? Des volumes suffiraient à peine pour esquisser une réponse satisfaisante, tant sont divers et multiples les problèmes que la question soulève. Bornons-nous à en indiquer les plus tangibles, les plus aisément saisissables.

Jusqu'aux années 1857-1858, malgré les désastres de la guerre de Crimée, les finances de la Russie étaient restées sur le pied de prospérité normale, où les avait mises l'administration du comte de Kankrine (1), le seul financier digne de ce nom qui ait jamais siégé dans les conseils du gouvernement russe. L'ère des difficultés s'ouvrit pour le fisc vers 1860. C'est à partir de cette époque que commença à se produire, avec des alternatives de ralentissement et d'accélération, la décadence financière arrivée aujourd'hui à l'état le plus aigu. Trois grands événements contribuèrent, dans une mesure diverse mais dans un sens identique, à obérer le Trésor, à

(1) Un Wurtembourgeois d'origine, dont le vrai nom était Krebs.

désorganiser la vie économique du pays. Avant tout, parmi les facteurs principaux de la situation actuelle, il faut signaler l'émancipation des paysans. Jamais le monde n'a vu s'accomplir en un si court laps de temps une révolution économique et politique de cette importance : il ne s'agissait de rien moins en effet que d'arracher brusquement à une tutelle séculaire 40 millions d'esclaves, de les forcer tout d'un coup à vivre d'une existence indépendante, réduits à leurs seules ressources et abandonnés à leur propre initiative. Loin de s'étonner de l'ébranlement économique causé au pays par l'abolition du servage, on doit admirer la force cohésive et la puissante organisation politique qui ont permis au peuple russe de résister à une secousse si redoutable en elle-même et d'autant plus dangereuse qu'elle était imprimée par des mains inhabiles et pas toujours bien intentionnées. Le malaise des intérêts matériels, la crise agricole, les embarras du Trésor, pour regrettables qu'ils soient, sont des maux d'une gravité relative à côté des terribles perturbations qui étaient à craindre. Certes les conseillers d'Alexandre II ont encouru de sérieux reproches dans l'élaboration de l'indispensable et inévitable réforme. Mais comment des hommes inexpérimentés, aux prises avec un problème aussi effroyablement complexe, auraient-ils pu se garer de toute erreur? Au lieu de les accabler de récriminations rétrospectives pour les fautes qu'ils ont commises, mieux vaudrait leur savoir gré d'en avoir évité d'autres, plus lourdes et peut-être irréparables ; mieux vaudrait surtout profiter de l'expérience des trente-deux années écoulées depuis la proclamation du 19 février 1861 pour tâcher d'en atténuer les funestes conséquences. Le vice originel de l'acte d'émancipation apparaît dans les premières lignes du manifeste impérial annonçant aux populations rurales leur affranchissement du servage : les terres leur seront accordées *afin qu'ils puissent à l'avenir payer des impôts et s'acquitter eux-mêmes de toutes les charges*

envers l'État! Ainsi on imposait aux seigneurs des sacrifices onéreux, ruineux même, non pour transformer les paysans en propriétaires libres, capables de se suffire à eux-mêmes, non pour les amener à la condition de citoyens indépendants et aisés, mais à seule fin qu'ils puissent désormais payer des impôts au fisc. La pensée de derrière la tête qui guidait les collaborateurs du souverain se trahit inconsciemment dans la rédaction du premier paragraphe de l'oukaze émancipateur. Ce que voulaient nos réformateurs radicaux, ce n'était pas le bonheur du peuple, mais la ruine de la noblesse ; ils n'ont enlevé à cette dernière ses serfs avec force lambeaux de ses terres que pour les livrer aux percepteurs des contributions et, de peur que le malheureux paysan, habitué pendant des siècles à ne s'inquiéter ni des exigences du gouvernement ni même des besoins de sa propre existence, n'échappât au fisc par sa ruine individuelle, ces conseillers sagaces ont consolidé la possession communale et rendu le *mir* responsable de la rentrée des impôts!...

Sans espoir de devenir personnellement propriétaire, obligé de travailler uniquement pour satisfaire aux exigences croissantes d'un Trésor toujours en détresse, le paysan russe s'est abandonné au découragement et à la boisson — autre façon d'enrichir le fisc, dont l'eau-de-vie constitue le tiers des revenus — et, après avoir pendant trente ans peiné et souffert pour remplir les caisses de l'État, il s'est vu finalement réduit à la misère, à la mendicité, à la famine. Produisant à peine la quantité de blé nécessaire à sa propre subsistance, le moujik est devenu grand exportateur de céréales (voir p. 27), pour subvenir aux besoins du Trésor et rétablir l'équilibre extérieur du commerce russe, troublé par l'énormité des intérêts que ce même Trésor doit payer à ses créanciers étrangers. Faut-il s'étonner qu'entre autres projets fantaisistes qu'a fait éclore dernièrement la crise agraire, on ait proposé de détruire les chemins vicinaux, afin de rendre impossible le

transport du blé et même d'interdire l'exportation des grains (1), d'amener l'émigration forcée de 7 millions des paysans en Sibérie et ailleurs, etc?

Ainsi donc parmi les causes intérieures des difficultés économiques la première place appartient à l'une des plus graves erreurs commises pendant l'émancipation des paysans. Les deux autres sources des embarras actuels doivent lêtre cherchées d'abord dans la précipitation excessive avec aquelle on a doté la Russie de ses chemins de fer, ensuite dans les dettes contractées par le Trésor à l'occasion de la désastreuse campagne de 1877. Au lieu de construire les voies ferrées à mesure que le permettaient les finances de l'État, on a voulu — pour des raisons qui n'avaient souvent qu'un rapport éloigné avec l'intérêt public — faire grand et vite. Les capitalistes ou plutôt les boursiers étrangers, alléchés par l'appât de gros bénéfices immédiats, ont trop facilement prêté leur concours aux spéculateurs et faiseurs russes qui, grâce à des concessions obtenues par des moyens plus ou moins louches, se sont promptement enrichis dans des proportions scandaleuses. Personne au ministère ne se souciait ni du trafic probable des nouvelles lignes à créer, ni des lourdes charges que le service des obligations et actions garanties allait imposer pour de longues années au Trésor.

Le résultat était facile à prévoir : le Trésor s'est bientôt trouvé hors d'état de payer les intérêts des dettes contractées ; le bilan des échanges avec l'étranger est devenu de plus en plus défavorable à la Russie et le rouble a subi une dépréciation continue. Le grand livre des empunts périodiques, émis dans des conditions déplorables et destinés en grande partie à fournir au Trésor l'or nécessaire pour payer les coupons, s'est ouvert pour ne plus se refermer.

(1) L'histoire n'est qu'un éternel recommencement : ces propositions ne rappellent-elles pas les mesures extravagantes prises par Necker pour remédier à la disette de 1789, mesures qui contribuèrent si puissamment à précipiter la Révolution?

La guerre de 1877 a encore élargi le gouffre. Sur les funestes injonctions des slavophiles aveugles, le gouvernement russe a dépensé plus de deux milliards de roubles pour procurer un trône au prince de Cobourg et une dictature à Stamboulof, pour transformer les couronnes princières de Serbie et de Roumanie en couronnes royales, pour donner l'île de Chypre à l'Angleterre et la Bosnie à l'Autriche! Ces brillants résultats de la guerre russo-turque ont définitivement ruiné le change russe. Tous les expédients imaginés par nos ministres des finances en vue de soutenir artificiellement le cours du rouble ont forcément échoué après avoir considérablement obéré le Trésor. M. Witte, qui s'est engagé dans la même voie avec la désinvolture d'un homme pour lequel la science financière et l'expérience de ses prédécesseurs n'existent pas, aboutira au même insuccès, non sans avoir semé de nouvelles ruines autour de lui.

Les trois grandes causes des difficultés de la situation actuelle étant bien établies, la politique financière pour un gouvernement soucieux de tirer le pays de la crise, où il se débat depuis trop longtemps, paraît toute indiquée. Napoléon Ier a dit un jour : « Un système de finances n'est solide que quand il est bâti sur les bases d'une bonne agriculture. » Combien cela est plus vrai encore pour une nation presque exclusivement agricole comme la Russie! C'est le paysan russe qui constitue la partie la plus saine, c'est lui qui fait l'appui le plus solide de l'État russe. Comme pendant les dernières guerres, c'était le stoïcisme héroïque du simple soldat, son esprit infini d'abnégation, son patriotisme, sa foi vive et son dévouement au tsar qui sauvaient le plus souvent l'honneur de l'armée russe compromis par un commandement maladroit, pour ne pas dire inepte — c'est le simple paysan russe, bien plus encore que le noble, qui, par ces mêmes qualités supérieures, forme la meilleure sauvegarde des institutions politiques, au maintien desquelles est atta-

chée l'existence même du pays. Il en a donné une dernière preuve encore, quand dernièrement un vent de folie révolutionnaire soufflait sur les classes dirigeantes des villes.

Le gouvernement doit donc toute sa sollicitude au paysan; il est tenu de ne rien négliger pour atténuer et, si faire se peut, réparer les fautes commises pendant l'émancipation. Non seulement la justice lui en fait un devoir, mais la plus simple prévoyance politique le lui ordonne. Les souffrances humaines ont, même pour un paysan russe, leurs limites, au delà desquelles peuvent commencer à germer les sentiments de révolte. On l'a vu durant les troubles qui ont éclaté sur plusieurs points du territoire lors de la dernière épidémie. Quelques années de disette et de choléra, fléaux aggravés par l'implacable système d'oppression fiscale inauguré par M. Wyschnegradski et perfectionné par son digne successeur, M. Witte, et les perturbateurs pourront avoir beau jeu pour fomenter le désordre parmi la population des campagnes. Or, Dieu sait ce que devient le moujik une fois qu'il a pris le mors aux dents...

M. Bunge a été le dernier ministre des finances russe qui ait reconnu l'absolue nécessité d'alléger le poids des impositions supportées presque exclusivement, en Russie, par les classes pauvres. Quelques fautes qu'ait pu commettre cet homme d'État trop attaché à certaines doctrines économiques surannées, on doit lui rendre cette justice qu'il a beaucoup fait pour le bien-être du paysan. C'est M. Bunge qui a aboli la capitation, et l'impôt inique sur le sel (le même que M. Witte cherche à rétablir), c'est lui qui a facilité en le transformant le règlement du rachat par les paysans, etc.

Tout autre fut le système de son successeur immédiat. En vrai *koulak* doublé d'un séminariste, M. Wyschnegradski se montra sans pitié pour les humbles et les faibles; l'agriculteur surtout fut sa victime. Peu importait à ce ministre que les paysans fussent écrasés de nouveaux impôts perçus

par des moyens, dont seul peut se servir un usurier de village, quand il joint à son âpreté naturelle la férocité d'un publicain persan ou tartare. L'essentiel pour Ivan Alexiévitch était de pouvoir dans ses exposés financiers accuser des augmentations de recettes et des excédents fictifs obtenus à l'aide de simples jeux d'écritures. Cela fait, il lui était loisible de s'adonner à l'agiotage, sa passion favorite, et d'entreprendre de vastes mais ruineuses opérations de crédit, ce à quoi l'aidaient si consciencieusement ses amis, les écumeurs des diverses bourses européennes, celle de Berlin, en particulier...

Et, pourtant, jamais ministre n'avait rencontré un concours de circonstances plus favorables pour rétablir la fortune publique et asseoir solidement les finances sur la prospérité de la nation. Quatre années consécutives de récoltes magnifiques, une paix profonde régnant dans le pays, le prestige de l'empire relevé comme jamais, l'argent abondant et à bon marché en Europe, la France enfin apportant généreusement à la Russie les immenses ressources de son épargne nationale, et lui offrant en deux ou trois ans quatre milliards.

J'en puis parler en connaissance de cause, car non seulement j'eus le premier la pensée de gagner au crédit de la Russie le marché français, mais je pris l'initiative d'exécuter cette idée, à laquelle j'ai non sans peine rallié M. Wyschnegradski, après que M. Bunge avait décliné mes offres, à lui faites dans ce sens en octobre 1886. Comment M. Wyschnegradski a-t-il utilisé ces capitaux inattendus? La Russie n'en a reçu que quelques miettes; la presque totalité ayant été employée à des opérations de pseudo-conversion, tout cet or français a passé dans les mains des anciens détenteurs de titres russes, principalement des Allemands!

La disette de 1891 et la pénurie complète du Trésor ont commencé à montrer sous son véritable jour ce qu'était la gestion financière de M. Wyschnegradski. Après avoir hé-

sité longtemps, trop longtemps hélas ! je me suis décidé à rétablir la vérité sur cette administration; dans une étude détaillée et d'une impitoyable franchise, j'ai mis à nu tous les hideux agissements dont elle s'était rendue coupable depuis cinq années qu'elle fonctionnait. Rédigé sous forme de mémoire strictement confidentiel, ce travail a été présenté en haut lieu dans le 10/22 Août 1892 et n'a pas nui — au contraire — à la subite disgrâce de M. Wyschnegradski.

M. Witte, qui lui a succédé, ne semblait nullement désigné par son passé pour occuper un poste aussi gros de responsabilités et particulièrement difficile dans les circonstances données. (Son unique titre au poste d'un ministre des voies et des communications était sa condamnation à trois mois de prison, comme chef de l'exploitation du chemin de fer d'Odessa, pour avoir causé, en 1876, par sa négligence, le terrible accident de Telligoul). De plus, il avait contre lui d'être considéré comme un élève de M. Wyschnegradski, dont il était, d'ailleurs, la créature et le confident.

Mais il y a des grâces d'État, et le pouvoir opère parfois des conversions. Il n'était donc pas interdit d'espérer que M. Witte offrirait un phénomène de ce genre, et qu'il renoncerait à marcher sur les traces de son funeste prédécesseur. Malheureusement les premières mesures du nouveau ministre ont fait évanouir cet espoir : dès son début il a tenu à prouver que sur tous les points il suivait fidèlement les anciens errements. Et, comme le propre de tout imitateur est d'outrer les défauts de son modèle sans en reproduire jamais les qualités, quelques mois ont suffi à M. Witte pour laisser loin derrière lui M. Wyschnegradski. On a vu alors un fait étrange : la presse financière de Berlin et de Francfort qui n'avait pas assez de larmes pour pleurer la chute de ce dernier, vraie providence des boursiers et des spéculateurs, s'est promptement remise de ses alarmes, et a reporté sur M. Witte toutes ses tendresses et toutes ses louanges. A l'exception du

panamiste Pétrowsky et du calomniateur professionnel Mestschersky (1), qui, pour quelques miettes tombées de la table du maître du jour, chantaient des hymnes en son honneur, les journalistes russes se sont montrés défiants et ont même accueilli par de timides critiques les exploits un peu trop surprenants du nouveau ministre des finances. Mais il n'a pas été difficile de mettre à la raison ces gens malintentionnés : M. Witte leur a fait interdire par la direction de la presse trop complaisante toute discussion de ses actes.

Moi-même, dès l'abord, j'avais résolu de garder le silence. Rien ne me répugne plus qu'une opposition systématique, et je ne me dissimulais pas qu'en attaquant successivement deux ministres des finances je pourrais être soupçonné de parti pris. D'autre part, l'utilité d'une campagne me paraissait bien douteuse. Le publiciste même le plus courageux et le plus tenace dans la défense des idées qu'il croit justes, en arrive parfois à se dire : A quoi bon? On se lasse de rouler éternellement le rocher de Sisyphe qui retombe toujours, non sans vous écraser un peu au passage. En Russie, cette besogne est particulièrement ingrate. Comme l'a dit un jour Katko, le publiciste russe doit toujours faire son devoir, crier hautement et malgré tout ce qu'il croit être la vérité, certain d'avance qu'il ne recueillera jamais que le mécontentement d'en haut et les injures d'en bas, certain aussi que son dévouement restera toujours sans récompense, même et surtout quand les événements lui donneront raison.

Mais mes hésitations n'ont pas duré longtemps, et devant l'extravagance toujours croissante de la politique financière de M. Witte, devant sa persistance à proposer les

(1) Depuis que le prince Mestschersky a été condamné pour diffamation à quelques semaines d'arrêt dans un *corps de garde,* le langage du *Grajdanine* est devenu plus injurieux que jamais : étant donné les mœurs de l'individu, cette punition rappelle trop celle du brochet de Krylof, jeté à l'eau en expiation de ses méfaits. Aussi, avide des nouvelles condamnations, il se refuse à présent même à l'insertion des lettres rectifiant ses plus ignobles calomnies, comme celle par exemple lancée dernièrement contre nous à propos d'un stupide pamphlet sorti on ne sait de quelle officine nihiliste à Londres.

mesures fiscales les plus écrasantes pour les malheureuses populations déjà à bout de forces, j'ai repris la plume. Un ministre qui, dans un rapport officiel à son souverain, avoue cyniquement son intention de construire le chemin de fer Sibérien à l'aide de faux billets de banque, qui accuse faussement dans le même rapport des disponibilités libres de 240 millions de roubles or, quand, en réalité, le Trésor est à sec, qui presque chaque jour invente de nouvelles lois, tantôt simplement grotesques (comme par exemple le droit à payer sur les banknotes russes à leur entrée et à leur sortie de l'empire), tantôt d'un arbitraire odieux ne rappelant que trop les décrets jacobins de la Convention pendant la Terreur de 1793 (comme par exemple l'enlèvement de 700 millions de roubles or à la Banque d'État ou l'intervention scandaleuse dans les opérations légales de banques privées), — un pareil ministre, à moins d'être atteint d'aliénation mentale, — poursuit évidemment quelque but secret, complètement étranger à la prospérité de l'État. Pendant vingt-cinq ans, j'avais combattu avec acharnement, et souvent au prix des plus cruels sacrifices personnels, les tendances révolutionnaires en Russie, partout où elles se manifestaient, dans les hautes sphères gouvernementales ou dans les milieux nihilistes; mais j'avoue ne pas avoir encore rencontré dans cette lutte un homme aussi dangereux pour l'ordre public en Russie que M. Witte. Pousser ouvertement le Trésor vers une catastrophe, semer le mécontentement général par un arbitraire stupide, exaspérer par des vexations fiscales la population la plus pauvre, chercher à déconsidérer les plus hautes autorités de l'État, telle paraît être la préoccupation principale de ce ministre d'occasion. Jusqu'à présent, la Russie autocratique n'a pas encore connu ces ministres de *nouvelles couches,* dont aucun journal n'oserait raconter la biographie véridique sans s'exposer à une condamnation pour diffamation.

Dans mes critiques des actes de M. Witte, je me suis stric-

tement limité à sa politique financière. Les attaques personnelles, la suspicion des intentions m'ont toujours répugné; dans l'espèce elles auraient été vraiment trop aisées. Mais, en face des extravagances systématiques de M. Witte, comment ne pas rappeler que ce ministre, nihiliste au moins par ses allures extérieures et par son dédain hautement affiché de la plus élémentaire morale, était autrefois à l'Université d'Odessa le condisciple et l'intime de Gelabow, de sinistre mémoire. M. Witte crie par-dessus les toits qu'il sera le *Colbert* russe. A le juger par ses actes, on dirait plutôt qu'il aspire à jouer dans l'histoire de Russie le rôle de *Necker*.

Pendant la dernière discussion de la loi militaire dans la commission du Reichstag allemand, les adversaires du projet de loi ont eu souvent recours, pour en démontrer l'inutilité, à cet argument spécieux que l'Allemagne n'a plus à craindre une lutte sur ses deux fronts, la Russie « étant banqueroute ». Que M. de Bismarck ait cru un instant à l'impuissance militaire de la Russie pour cause de déconfiture financière, ou que M. Liebknecht partage cette opinion, nous le comprenons à la rigueur : le premier a pu se laisser aveugler par la colère, lorsqu'il a vu en 1887 l'attitude énergique d'Alexandre III paralyser ses projets d'agression contre la France, et l'intelligence du second a toujours été fermée aux questions de politique étrangère. Mais comment d'aussi piètres arguments ont-ils pu résister une minute à la discussion au sein d'une commission ! Ils se préparent de terribles désillusions les journaux allemands qui fondent le maintien de la paix sur les difficultés financières de la Russie et qui encouragent les fantaisies de M. Witte dans l'espoir qu'il complètera la ruine si bien commencée par M. Wyschnegradski. A supposer même que notre ministre puisse pratiquer son funeste système assez longtemps pour acculer la Russie à une catastrophe financière, les résultats en seraient tout autres qu'on ne le croit à Berlin. Un autocrate russe ne suspend pas ses paiements

comme un roitelet parlementaire ou un négociant de la rue du Sentier, et loin d'assurer la paix, la prévision seule d'un pareil krach rendrait la guerre inévitable. Or, comme nous sommes profondément convaincus que toute catastrophe peut encore être conjurée, que la conservation de la paix, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, est une condition indispensable pour le développement économique de la Russie, nous avons combattu avec toute l'énergie dont nous sommes susceptibles une politique financière menant directement à la guerre et à des perturbations intérieures.

C'est à ma courte campagne contre les agissements du nouveau ministre des finances, que sont presque exclusivement consacrés les articles intitulés : *Choses russes;* la brochure dans laquelle je les réunis s'adresse uniquement à ceux dont c'est le devoir d'être bien renseignés sur les faits de la politique courante, et de combattre un système d'agissements louches, d'expédients charlatanesques, de vantardises trompeuses, qui déconsidère l'autocratie et ruine le peuple. *Na moi wiek khwatit*, telle est la devise de M. Witte; elle a une ressemblance de sinistre augure avec le mot d'il y a un siècle : « Après nous le déluge »... Pour répondre au reproche que la critique est aisée, je reproduis aussi le dernier chapitre de mon mémoire confidentiel sur la gestion financière de M. Wyschnegradski, qui expose la véritable tâche de son successeur. C'est le seul chapitre de ce mémoire qui peut sans danger être livré à la publicité.

E. C.

Paris, le 10 avril 1893.

P.-S. — M. Witte se charge tous les jours de nous fournir de nouvelles armes et de justifier notre campagne. Dans notre dernier article de la *Nouvelle Revue* du 1er mars (v. page 31), nous avons prouvé que dans son rapport sur le budget de 1893 le ministre des finances s'était vanté à tort d'avoir en fonds disponibles 240 millions de roubles or, tandis

qu'il n'en possédait réellement que quelques dizaines de mille à peine. Pris en flagrant délit de vantardise et de contre-vérité dans un document adressé à son souverain, M. Witte s'est empressé d'augmenter le stock d'or du Trésor et cela par un moyen d'une simplicité extraordinaire : il a enlevé les 100 millions d'or qui se trouvaient dans la caisse de la Banque d'État (compte des opérations commerciales) et dont ils formaient l'actif le plus clair, et les a tout bonnement transportés au Trésor ! Ce procédé si en honneur chez les présidents des républiques de Saint-Domingue ou de Honduras à la veille de leur disparition, n'était pas encore en usage dans la Russie autocratique ; il n'eût donc pas été superflu de l'expliquer et même d'en essayer la justification. M. Witte dédaigna ce détail ; aussi le fait n'a été révélé au public que par la comparaison du bilan officiel de la Banque d'État du 1er/13 mars avec celui du 8/20, mais publié par l'organe officiel du ministre des finances.

En effet, dans le bilan du 1er/13 mars nous voyons que la Banque possédait en caisse :

a. Billets de crédit	77 445 292	207 068 489
b. Or et argent	128 877 398	
c. Menue monnaie	745 798	

Le bilan de 8/20 ne reconnaissait en caisse que :

a. Billets de crédit	75 948 342	104 629 615
b. Or et argent.	27 955 653	
c. Menue monnaie	725 620	

Tout d'abord on aurait pu s'expliquer cette subite disparition de 100 millions d'or par la déplorable détermination qu'a prise M. Witte de faire vendre de l'or par la Banque d'État, et cela dans un moment où tous les gouvernements cherchent à augmenter leur encaisse de métal précieux ; on pouvait craindre ainsi que cet or n'eût été acheté par l'étranger. Mais un coup d'œil sur la rubrique des « dépôts en

garde » dissipe nos inquiétudes. Nous trouvons dans le bilan du 1er/13 mars :

« Or et argent appartenant au Trésor *au prix nominal* 49 237 450 ». Dans le bilan du 20 mars cet or est porté au chiffre de 170 387 073. La différence au prix nominal dépassé même un peu la somme de 100 millions de roubles enlevés à la caisse de la Banque.

De quel droit et à quel propos le Trésor s'est-il approprié, en temps de paix, et sans l'excuse d'un cas de force majeure, 100 millions appartenant à la Banque et constituant une partie inaliénable de son actif? La presse russe ne nous fournit à cet égard aucun éclaircissement. Seul le *Nouveau Temps* essaie d'expliquer cet *enlèvement* de la manière suivante : on sait que M. Witte vient de contracter un emprunt intérieur 4 1/2 p. 100 de 100 millions de roubles ; le *Nouveau Temps* suppose donc que le ministre a acheté l'or à la Banque en donnant en *échange* les roubles crédit obtenus par cet emprunt. Il suffit de jeter les yeux sur le bilan du 8/20 mars pour se convaincre de l'inanité de cette explication. En effet, comme nous l'avons vu, la quantité de roubles crédit, au lieu de progresser de 100 millions de roubles, a au contraire diminué de 2 millions (75 millions au lieu de 77 millions). Il s'agit donc non d'un échange de l'or contre du papier, mais d'nu simple enlèvement, pour ne pas dire plus, d'une centaine de millions à la Banque d'État.

Une pareille brèche faite à un actif qui, au 1er/13 mars atteignait 581 millions ne pouvait naturellement passer inaperçue. Aussi trouvons-nous l'actif de la Banque tombé le 8/20 mars à 521 millions. Et les autres 40 millions disparus? M. Witte ne se gêne pas pour si peu ; il les déguise par un jeu d'écriture qui conduirait en police correctionnelle un simple commerçant. Nous trouvons en effet portée *à l'actif* dans le bilan du 8/20 une somme nouvelle de 13 050 000 roubles inscrits comme « capital des succursales ». Or, cette somme

était encore le 1er/13 mars portée *dans le passif* sous la même rubrique! En effet, le capital social est le *passif* d'une banque, et il est inscrit comme tel depuis qu'il existe au monde une comptabilité régulière. Mais M. Witte est au-dessus des règles vulgaires de la comptabilité et, quand il a besoin de boucher un trou à l'actif, il y transporte les chiffres du passif: toujours l'art de porter les chiffres de droite à gauche ou de gauche à droite selon le besoin de la cause (voir sa conversation avec M. Souvorine, p. 33).

Pour le reste des 40 millions, M. Witte n'est pas plus embarrassé : le 1er/13 mars il faisait figurer à l'actif une somme de 18 millions comme agio sur l'or déposé en garantie des billets de crédit émis provisoirement; dans le bilan du 8/20 mars, cet agio est évalué tout d'un coup à 44 millions! Le change aurait donc baissé en huit jours de plus de 50 p. 100!

Non moins curieux est, dans le bilan du 8/20 mars, l'*arrangement* du passif qui, bien entendu, se trouve réduit aussi pour le besoin de la cause à 521 millions. Les 60 millions disparus ont été pris intégralement sur les comptes courants des *particuliers et des institutions privées :* de 97 millions au 1er/13 mars cette somme est tombée à 37 millions. Serait-ce que « l'enlèvement » de l'or de la caisse ait ébranlé la confiance et que les particuliers pris de panique se soient empressés de retirer leurs dépôts en compte courant? Non, puisque la caisse n'a perdu que 2 millions en roubles-papier; la somme de 60 millions répond aussi trop exactement à la somme manquante. Voici, suivant nos conjectures, comment la chose s'est passée : la majeure partie du nouvel emprunt 4 1/2 p. 100 n'a été souscrite que d'une manière fictive ; le Trésor s'est borné à attribuer aux caisses d'épargne des titres de la nouvelle émission. Il paraît même que pour économiser des frais de papier et d'impression, il leur a remis un seul billet du nouvel emprunt de 60 millions! (Ah!

le bon billet qu'ont là les caisses d'épargne!) Or, ces établissements figuraient dans le compte courant de 97 millions des « institutions privées » pour 60 millions : en leur remettant le fameux billet, le ministre a du même coup libéré la Banque de sa dette envers les caisses d'épargne et éteint un passif de 60 millions. Ce n'est pas plus difficile que cela!

Et voilà les us financiers et les règles de comptabilité du « grand régénérateur de la Russie » comme le prince Mestschersky a appelé M. Witte. On se demande pourquoi le ministre des finances s'est arrêté à mi-chemin et n'a pas complété par des procédés analogues les 240 millions d'or qu'il se vantait de posséder. Qu'est-ce qui l'empêchait d'enlever une partie de l'or appartenant à la cathédrale d'Isaak, à la laure de Kief ou au monastère Troïtsky-Serguïevo? Cette opération « sud-américaine » eût été tout aussi légitime que le fait de soustraire cent millions à la caisse de la Banque d'Etat, et il n'aurait eu besoin ni de dresser de faux bilans ni d'augmenter annuellement de 4 1/2 de millions de roubles les charges de l'État, en contractant un emprunt purement fictif qui n'a procuré au Trésor que des ressources insignifiantes...

Avec de pareils procédés on *peut* et on *doit* aller loin; c'est pourquoi nous ne doutons pas de l'avenir de celui qu'on a spirituellement baptisé le « Gatschkowsky » des finances. Les « cures » de M. Witte sont vraiment merveilleuses, à en croire ses réclames. Ne vient-il pas de déclarer, dans la publication des comptes provisoires pour l'année 1892, que le budget s'est clôturé par un excédant de recettes de 47 millions de roubles? Il est vrai que, si l'on déduit des « recettes extraordinaires » les 160 millions produits par les deux emprunts (3 p. 100, or, 1891 et 4 1/2 p. 100, crédit, 1892), l'excédent se transforme immédiatement en un déficit de 113 millions; mais nous pouvons garantir à M. Witte un déficit dépassant en réalité 200 millions de roubles pour

le jour où paraîtra le compte rendu du contrôle de l'empire pour l'année 1892.

Les « excédents budgétaires » et les « disponibilités libres » étouffent littéralement le Trésor; aussi le ministre des finances s'est-il empressé d'emprunter pendant les deux premiers mois de l'année courante environ 150 millions de roubles (100 millions 4 1/2 p. 100 nouvellement émis et le reliquat de l'emprunt 3 p. 100 vendu à Berlin (p. 29); sans parler de l'émission de la série 5 p. 100 dont nous ne connaissons pas le montant.

Au dernier moment, nous apprenons la nomination de M. Ermolof au poste de ministre des domaines et de l'agriculture. Nous avons, dès le 15 décembre (*Nouvelle Revue, Choses Russes*), signalé M. Ermolof comme capable, par son passé administratif et par ses études spéciales, à rendre des grands services au ministère de l'agriculture, cette institution d'un intérêt si vital pour la Russie. M. Ermolof est un homme d'une intégrité absolue et un travailleur acharné; il a été longtemps directeur du département des contributions au ministère des finances. Il faut espérer qu'il saura rompre des anciennes attaches et aura assez d'énergie pour mettre un terme à l'aggravation des impôts dont M. Witte se plaît à accabler les populations agricoles. Mais qui coupera court aux fantaisies financières de ce ministre habitué à puiser sa science et ses inspirations chez un ancien petit changeur de la perspective Newsky?...

E. C.

CHOSES RUSSES

I

MINISTÈRE D'AGRICULTURE. — CRISE ÉCONOMIQUE MESURES FINANCIÈRES DE M. WITTE

Dans cette fin de siècle, des liens multiples rattachent la France à la Russie, créant entre elles une foule d'intérêts communs tant politiques qu'économiques. Les premiers sont trop connus des lecteurs de la *Nouvelle Revue* pour qu'il y ait lieu de les indiquer ici. Quant aux intérêts économiques, il nous suffira de rappeler que la France a placé dans les fonds russes entre quatre et cinq milliards de francs. De là, pour le public français, le besoin incontestable d'être exactement renseigné sur les principaux faits qui peuvent affecter l'existence sociale de la Russie. Nous essaierons de les lui présenter sous leur véritable jour avec le sincère désir de faire connaître à la France les choses russes telles qu'elles sont en réalité. Notre patriotisme, loin d'être un obstacle à l'impartialité de nos appréciations, nous fera parfois juger sévèrement certaines manifestations de la vie politique et économique en Russie, — sûr que nous sommes de rendre service par ces critiques à notre pays d'abord et indirectement à la France.

La disette de l'année 1891, l'épidémie de 1892 et la médiocrité de la dernière récolte dans plusieurs districts ont, comme de juste, attiré sur les questions économiques l'attention toute particulière du gouvernement et de l'opinion. Dans les hautes sphères cette préoccupation s'est traduite par l'établissement de nombreuses commissions chargées d'élaborer les réformes les plus urgentes. De son côté, la presse publie quantité d'articles sur les problèmes économiques que soulève la décadence si tristement constatée de la prospérité rurale en Russie.

A en juger par les buts spéciaux qui ont motivé la création des diverses commissions, on ne pourrait que féliciter le gouvernement du discernement dont il a fait preuve dans le choix des

questions les plus brûlantes. Les deux plus importantes sans contredit sont celles qui, sous la présidence de M. Ostrowski, ministre des domaines, ont appelé à examiner la nécessité d'un ministère de l'Agriculture, et la commission présidée par M. Solski, ancien chef du contrôle de l'Empire, qui doit trouver les voies et moyens pour la prompte création du chemin de fer transsibérien. La première se compose de MM. le comte Worontzof, ministre de la cour, Dournowo, ministre de l'Intérieur, Kriwocheine, gérant du ministère des voies et communications, Witte, gérant du ministère des finances et Filipof, chef du contrôle. La seconde comprend la plupart des ministres auxquels est adjointt M. Wychnegradski, ci-devant détenteur du portefeuille des finances.

Le plus prompt et le plus sûr moyen d'aboutir à un résultat satisfaisant est-il de réunir des commissions ? Hélas ! il est permis d'en douter. En Russie comme partout ailleurs une question soumise aux délibérations d'un groupe de commissaires est le plus souvent une question enterrée, et le fait que tous les membres des deux commissions appartiennent au Comité des ministres n'est pas pour démentir une règle dont on a pu constater l'application dans la plupart des pays.

Nous reviendrons prochainement sur la question du transsibérien. Mais la raison d'être d'un ministère de l'Agriculture dans un état presque exclusivement agricole, était-il besoin de réunir encore une commission spéciale pour la rechercher? Déjà reconnu par maintes commissions antérieures, entre autres celle présidée par M. de Plewe, démontrée par nombre de publicistes, la nécessité de cette création est surtout attestée par la décadence rapide et ininterrompue de l'agriculture, la misère effroyable des paysans et la ruine des propriétaires.

Dès le début de la disette de 1891, nous avons signalé comme urgente la constitution d'un ministère spécialement chargé de veiller aux intérêts des classes rurales, et nous croyons avoir prouvé d'une manière péremptoire que si une telle institution avait fonctionné lors de l'abolition du servage, bien des effets désastreux de cette grande réforme auraient pu être conjurés dans une large mesure (1).

Si tout le monde est d'accord sur la nécessité d'un ministère de l'Agriculture, pourquoi toutes les tentatives de le constituer

(1). *La Russie Contemporaine*, Paris, 1891.

ont-elles échoué ? Toujours pour la même raison — parce que les ministres des finances, de l'intérieur et de la cour, jaloux de conserver l'intégrité de leurs attributions, refusaient obstinément d'en laisser détacher les quelques départements et bureaux qui devaient passer au nouveau ministère. Or, ce sont précisément ces ministres qui forment la majorité de la commission présidée par M. Ostrowski — les inquiétudes des partisans de la réforme ne sont donc que trop justifiées. Oh! certes, ces hauts dignitaires n'oseront pas s'opposer ouvertement à la mesure projetée, car ce serait aller à l'encontre des intentions nettement formulées par le Tsar; mais il y a tant de moyens pour les ministres récalcitrants de faire échec à la volonté impériale, même la plus expresse !...

Inhérente au régime parlementaire, l'institution des commissions est le plus souvent superflue dans une autocratie, alors surtout qu'il s'agit d'un problème résolu depuis si longtemps. Aussi à la nomination d'une commission aurions-nous préféré un simple oukaze impérial érigeant le ministère des domaines en ministère de l'agriculture avec M. Ostrowski pour titulaire et attribuant comme adjoint à ce dernier, par exemple, M. Ermolof, actuellement adjoint du ministre des finances et auteur d'un remarquable ouvrage sur l'état de l'agriculture en Russie ; en même temps, ordre aurait été donné à tous deux de présenter avant le 1er janvier à la signature du Tsar un projet complet d'organisation du ministère nouveau. C'est par de semblables mesures, par des actes énergiques et bienfaisants pour l'immense majorité de sa population — celle qui souffre et peine — qu'un monarque absolu doit démontrer les avantages de l'autocratie.

Au milieu des difficultés de la situation présente, la tâche du ministre des finances est peut-être encore plus ardue et plus délicate que celle du futur ministre de l'agriculture. M. Wychnégradski a dû, comme on sait, abandonner son portefeuille après que la crise actuelle eut révélé aux yeux les moins clairvoyants les vices de son système financier, sur lequel depuis longtemps les autres avaient perdu toute illusion. Il a eu pour successeur M. Witte, nommé gérant du ministère des finances. Jeune encore, très actif ou plutôt très remuant, M. Witte passait surtout pour un administrateur sagace et fort au courant des questions relatives aux tarifs des chemins de fer. Les personnes qui connaissaient la mesure exacte de ses capacités ne l'avaient pas vu sans regret quitter en février dernier la direction du département des

chemins de fer au ministère des finances pour occuper un poste autrement gros de responsabilités — la gérance du ministère des voies et communications. Il a rempli cet emploi trop peu de temps pour pouvoir dissiper ce regret, surtout pour démontrer qu'il était à la hauteur de ses nouvelles fonctions, ou même qu'il possédait l'étoffe d'un personnage *ministrable*. Dans les monarchies on est moins habitué qu'en république au spectacle de ces générations ministérielles spontanées et, le plus souvent, de semblables improvisations donnent lieu à des déboires. Il est toujours périlleux pour un homme d'être obligé de se conquérir une position sociale *après* avoir été nommé ministre ; les chutes sont presque inévitables.

C'est donc avec une sorte de consternation qu'on a vu M. Witte chargé des responsabilités infiniment plus lourdes qui incombent au gérant du ministère des finances, et cela dans un moment où la tâche de rétablir la prospérité financière du pays est particulièrement écrasante.

On raconte que le baron James de Rothschild, après avoir longuement causé avec l'amiral Greig, autrefois ministre des finances en Russie, dit à ses intimes : « J'ai toujours considéré la Russie comme un pays aux ressources presque inépuisables ; ma conversation avec l'amiral n'a pu que me le prouver encore une fois : un pays qui peut se payer le luxe d'un ministre aussi complètement ignorant en matière de finances doit être un pays excessivement riche. »

Si la nomination de M. Witte devait renouveler cette preuve de la richesse de la Russie, on n'aurait pas pu mieux choisir : les questions économiques et financières lui sont, en effet, totalement étrangères. Mais la consternation générale qui a salué l'avènement du nouveau gérant était surtout causée par la conviction qu'ami intime et disciple de M. Wychnegradski, il suivrait les mêmes errements, pratiquerait la même méthode que son prédécesseur. Or si un système appliqué par M. Wychnegradski, homme possédant une intelligence peu commune, une puissance de travail extraordinaire et une expérience consommée des affaires, a lamentablement échoué, à quels désastres ne doit-il pas conduire entre les mains de M. Witte qui se borne à copier, en les exagérant, les défauts de M. Wychnegradski ?

Dès son début, M. Witte semble s'être attaché à justifier les craintes éveillées par sa nomination. La crise financière dont

souffre la Russie est due presque exclusivement à l'épuisement des classes rurales écrasées par les impôts qui chez nous pèsent en majeure partie sur elles. Aussi, qu'a fait tout d'abord le nouveau gérant du ministère? Non content d'augmenter dans des proportions considérables les droits déjà énormes qui frappaient les denrées de première nécessité, telles que l'alcool, la bière, le sucre, etc., il a rétabli l'impôt le plus inique parce qu'il pèse exclusivement sur les classes pauvres, l'impôt sur le sel! Cette taxe dont plusieurs souverains russes, notamment la grande Catherine, accordaient la réduction comme premier don de joyeux avènement au trône, avait été abolie, il y a douze ou quinze ans à peine, pour le grand soulagement des populations rurales et aux applaudissements unanimes de l'opinion publique.

Ce serait presque faire injure à un lecteur occidental que de lui démontrer l'iniquité de l'impôt sur le sel. En Russie il est d'autant plus malfaisant que des millions de paysans vivent presque uniquement de la salaison du poisson et qu'en outre, par suite du mode de perception, l'État ne tire qu'un faible profit de cette taxe dont tout le bénéfice reste à des intermédiaires rapaces. Le *tolle* dans la presse russe contre le projet de rétablir l'impôt sur le sel a été si unanime (l'approbation de l'inconscient et irresponsable Mestcherski, toujours prêt à applaudir les actes du ministre qui détient la caisse, ne compte pas dans l'espèce) que M. Witte s'est vu forcé d'en tenir compte. Aussi a-t-il fait interdire aux journaux toute discussion de ses mesures fiscales et, certain de ne plus rencontrer des contradicteurs, il espère facilement obtenir gain de cause au Conseil de l'empire!

Ses opérations de crédit n'ont pas été plus heureuses. Le marché français, — le seul encore ouvert à la Russie — après avoir absorbé plus de 4 milliards de francs de fonds russes, en est aujourd'hui saturé (l'échec du dernier emprunt 3 p. 100, quoique dû à des causes multiples, le prouve surabondamment) et il est impossible d'y recourir de nouveau dans des conditions honorables, en ce moment surtout, où la Russie traverse une crise financière si grave. Mais M. Witte paraît ne pas s'en rendre compte, et sans cesse il renouvelle ses tentatives auprès de la maison Rothschild pour obtenir un emprunt. Dans l'espace de quelques mois, ses émissaires ordinaires ont fait trois voyages à Paris, — le dernier, il y a quelques jours à peine — et sont allés frapper inutilement à la caisse de la rue Laffitte. Pour comble de

maladresse, il vient de retirer les titres des 200 millions 3 p. 100, non placés lors du dernier emprunt, malgré les offres de prise ferme très avantageuses qu'un syndicat français lui a faites à plusieurs reprises. Certes, l'émission d'un emprunt 3 p. 100 de la part d'un pays forcé de recourir au crédit étranger était une grave erreur. Mais avouer publiquement, par le retrait des titres, l'impossibilité absolue de l'opération, est une faute de tactique bien plus lourde. C'est aussi une faute de calcul, car, en les supposant placés même à un taux bien inférieur à la cote actuelle, leur parité eût encore été plus avantageuse pour le Trésor que celle des titres 4 p. 100 que M. Witte cherche à émettre...

Le ministre des finances vient de publier le tableau provisoire des dépenses et des recettes pour les huit premiers mois de l'année 1892.

Les recettes ordinaires pour ces huit mois se montent en chiffres ronds à 529 millions de roubles.

Les dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires, s'élèvent, pour l'année 1892, à 646 millions.

A cette somme s'ajoutent les 115 millions dépensés du commencement de l'année courante pour le compte de l'année 1891, soit un total de 761 millions.

Les dépenses ont donc, pendant huit mois, dépassé les recettes de 232 millions de roubles.

Les 219 millions de disponibilités que le Trésor possédait à la fin de 1890 ayant été épuisés pour combler le déficit de 1891, celui de cette année a dû être comblé en partie par des emprunts et par l'émission de rouble-papier. Ces emprunts que le budget du ministère déguise sous l'euphémisme de *recettes extraordinaires* se divisent en :

Recettes à l'étranger (emprunt 3 p. 100).	92 1/2 millions de roubles.
Recettes à l'intérieur (emprunt 4 1/2 p. 100, etc.)	74 1/2 millions de roubles.
Total :	167 millions.

Le déficit total pour l'année 1892 sera d'environ 300 millions de roubles (plus d'un tiers du budget !) ; il restera donc à trouver encore 300 — 167 = 133 millions de roubles.

Les plus grandes diminutions de recettes, en 1892, comparativement à l'année 1891, portent sur : les douanes (7 millions), l'alcool (5 millions), et les remboursements par les paysans du

prix de rachat (7,7 millions). Cette dernière rubrique qui, déjà l'année dernière accusait une moins-value de 7 millions sur l'année 1890, et de 18 millions sur l'année 1885, est l'indice le plus grave de l'appauvrissement des paysans.

Par contre, l'exploitation des chemins de fer de l'État, grâce surtout aux transports de blé dans les gouvernements atteints de la disette, a rapporté 9,5 millions de plus que l'année précédente.

Tous ces chiffres ont une éloquence suffisante.

M. Witte aura donc fort à faire. Environ 200 millions de roubles (500 millions de francs) de déficit pour l'année 1891, plus de 300 millions de roubles (750 millions de francs) pour l'année 1892. Il y a là un état de choses grave. Une grande habileté dans le maniement des chiffres — même doublée d'une complète confiance en soi-même — ne saurait donner le change sur les difficultés présentes.

(*Nouvelle Revue*, 15 décembre 1892).

II

L'ENQUÊTE SUR LE PANAMA ET LA RUSSIE

L'affaire du Panama occupe en Russie l'opinion publique au plus haut degré. Les journaux russes sont remplis des correspondances de Paris, et des extraits des journaux français racontant, amplifiant les scandales, comme si la réalité n'était pas bien suffisante. Sous ce rapport, les rares feuilles hostiles à la France ne diffèrent pas sensiblement de la presse francophile et, la distance aidant, les tristes faits auxquels nous assistons ici, prennent là-bas des proportions effroyablement fantastiques. Rien de plus explicable que les cris d'allégresse poussés par le malfaisant Mestschersky : habitué à remuer la boue, il ramasse volontiers, celles qu'on jette aujourd'hui en France à la tête du parti opportuniste, et il s'en sert avec aisance, afin d'éclabousser tout le pays. Dans sa joie de voir quelques membres du parlement français accusés de concussion, le *Grajdanine* oublie qu'il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu. Les pots-de-vin constituent en France un phénomène rare et d'origine toute récente; c'est précisément pour cela que les faits si gnalés suscitent tant d'indignation chez un peuple essentiellement honnête qui réclame contre les coupables un châtiment exemplaire. Il en est de la concussion en France comme de l'adultère : les récits des crimes provoqués par l'infidélité conjugale remplissent les journaux de Paris; ce qui fait penser à l'étranger que toutes les femmes françaises trompent leur époux. La conclusion contraire serait pourtant bien plus légitime. A Paris, un mari trompé tue sa femme ou se couvre de ridicule et d'ignominie s'il ferme les yeux. Ailleurs on admet plus de complaisance, et Mestschersky connaît une certaine capitale où l'adultère est tellement entré dans les mœurs que les journaux y ont de trop bonnes raisons de ne pas parler des crimes commis sous l'influence de la jalousie matrimoniale. A Paris les héros du scandale de la rue Roquépine sont traînés devant la justice et condamnés à la prison; le prince Mestschersky poussera-t-il l'abnégation jusqu'à recommander la même sévérité à Pétersbourg?

Sur huit cent trente membres du parlement, dix seulement sont inculpés, encore n'ont-ils contre eux que des présomptions plus ou moins probantes. Mais découvrît-on cent coupables, est-ce que dans certains États on ne s'estimerait pas heureux de ne trouver qu'un huitième de malhonnêtes gens sur un pareil nombre de détenteurs des pouvoirs publics? J'en connais, moi, où on se contenterait de la proportion inverse...

Si la satisfaction du *Grajdanine*, quelque peu fondée qu'elle soit en réalité, s'explique cependant par la mauvaise foi habituelle de cette feuille, j'avoue comprendre moins la joie des journaux qui, comme le *Nouveau Temps* et autres, font profession de sentiments amicaux envers la France. Quel intérêt ont-ils à mener si grand tapage des scandales qui attristent tous les vrais amis de ce pays? Passe encore pour leurs correspondants ordinaires : ne voyant les faits que par les trous de la serrure, ils n'en saisissent ni la gravité ni la véritable portée, et ils regardent comme une bonne aubaine chaque incident qui leur fournit de la copie. Mais comment les directeurs de ces journaux ne comprennent-ils pas que la campagne entreprise contre le gouvernement républicain a jeté le plus grave désarroi dans le pays, que, vu les conditions politiques actuelles de l'Europe, elle fait courir à la France les plus sérieux dangers, et que, par là, elle peut atteindre la Russie dans le plus vif de ses intérêts? Les journalistes russes sont-ils séduits par le caractère nettement antisémitique des organes qui mènent la campagne en France? Ce serait se placer à un point de vue bien mesquin pour apprécier des questions de cette importance. Est-ce la légèreté avec laquelle M. Delahaye a lancé l'accusation de vénalité contre le journal de Katkof qui a blessé les publicistes de Pétersbourg et de Moscou? Non plus, puisque tous approuvent l'initiative de ce député. Plusieurs même prodiguent de telles adulations à l'accusateur qu'on serait presque tenté de croire qu'ils cherchent par là à s'assurer son silence.

Je l'avoue, j'avais craint un instant la mauvaise impression que l'accusation portée par le député de Tours pourrait produire; c'est pourquoi je me suis empressé d'en démontrer l'inanité. J'ai même poussé la naïveté jusqu'à écrire au *Nouveau Temps* une très longue lettre pour bien établir que le bon sens public en France avait fait pleine justice de l'imputation dirigée contre la *Gazette de Moscou*. Mal m'en a pris. Pour avertir

la presse russe de la véritable origine et du danger des scandales déchaînés, je terminais ma lettre en disant : « On se demande quel est l'auteur du drame qui se joue et au bénéfice de qui il est donné. Que des journalistes, des députés et des banquiers ont exploité sans la moindre vergogne la Compagnie de Panama et lui ont ainsi permis d'exploiter à son tour le public naïf, cela n'était un secret pour personne. Que le régime parlementaire est extraordinairement propice aux affaires louches, et que plus large est la base électorale et plus puissant le Parlement, plus forte aussi est pour les députés la tentation d'exploiter le pays au profit de leurs intérêts privés, comme, du reste, eux-mêmes sont exploités de leur côté par les électeurs influents, — cela, les États-Unis, entre autres, l'ont prouvé depuis fort longtemps. Moi-même, il y a huit ans, j'ai prédit et démontré que la France, autrefois si renommée pour l'honnêteté de ses pouvoirs publics, ne tarderait pas à égaler la grande république américaine.

« Les prétendues révélations panamistes, au fond, n'étonnent ici personne, c'étaient des choses connues de tous. Mais quel intérêt y avait-il à exhumer soudain cette histoire depuis longtemps enterrée et à répandre ces malpropretés dans le monde entier? Qui avait besoin de déshonorer la France? Espérons que le cours ultérieur de l'enquête fournira une réponse à ces questions. Nous pensons que la tentative de salir l'organe de Katkof, qui a joué un rôle si marquant dans le rapprochement entre la France et la Russie peut faciliter considérablement cette réponse. »

La lettre dont je viens de citer les dernières lignes a été écrite le 1er décembre. A cette date, on ignorait encore ce qu'a révélé la démarche dorénavant historique de M. de Reinach auprès de M. Cornélius Herz, à savoir que cet agent de la Triplice était l'inspirateur des deux journaux qui ont les premiers ouvert le feu contre le parti républicain gouvernemental; suivant une feuille dont le témoignage, dans l'espèce, n'est pas sans valeur, il avait demandé à M. de Reinach 7 millions pour étouffer l'affaire!

Depuis, les preuves se sont multipliées. M. Déroulède les a courageusement portées à la tribune du Palais-Bourbon ; c'est bien cet aventurier bavaro-américain qui, après avoir pendant de longues années travaillé en France au profit de l'Angleterre et de l'Allemagne, couronne à présent son œuvre de destruction en

fournissant des armes aux adversaires de ses anciens amis et protecteurs.

Le lendemain de la publication de ma lettre, M. Souvorine, très intéressant dans le rôle du journaliste incorruptible, me reprochait amèrement dans son journal d'être hostile à la campagne d'outrages et de diffamations qui fait la joie des ennemis de la France. La fréquentation prolongée des journalistes et des hommes politiques français a, paraît-il, amené chez moi une telle oblitération du sens moral que je préfère assurer l'impunité aux prévaricateurs !

A présent que mes prévisions sur l'origine et le véritable inspirateur de cette campagne de dénonciations ont été confirmées d'une manière si tristement éclatante, M. Souvorine et ses confrères persisteront-ils à la croire salutaire et continueront-ils à applaudir aux coups qu'on s'imagine porter au parlementarisme, — ce n'est pas moi qui le défendrai ! — et qui atteignent la France dans le plus vif de ses intérêts et de sa renommée ?

Que d'anciens boulangistes cherchent à tirer vengeance des cruautés qu'on a eues pour le général Boulanger, c'est tout naturel ; ce serait même légitime si la France ne devait pas souffrir des conséquences de cette revanche, si, après tant d'années d'efforts employés à sortir la France de son isolement et à lui rendre dans le monde la place à laquelle elle a droit, on ne risquait pas de procurer un triomphe éclatant à tous les ennemis qui la guettent par delà ses frontières.

Il faut toute la naïveté de certains monarchistes pour s'imaginer que c'est la royauté qui sortirait triomphante des épreuves auxquelles on veut soumettre la France...

Rentrée dans les fourgons de l'ennemi après des défaites plus glorieuses pour l'armée française que les plus belles victoires, la royauté a pu se maintenir avec peine pendant quinze ans. Rentrée dans les poches de Cornélius Herz dans une France déshonorée à l'aide de l'or anglais, elle ne subsisterait pas quinze jours.

Les Russes patriotes et, comme tels, sincères amis de la France, doivent rester indifférents aux défaillances et aux entraînements des partis politiques français. Nous n'avons lieu de les déplorer que s'ils mettent la France en péril.

Par-dessus les hommes qui passent avec leurs faiblesses, leurs vices et leurs haines, il y a deux grands pays dont l'étroite

union doit rester intacte dans leur intérêt réciproque comme dans celui de la paix de l'Europe.

Les journalistes russes, en bons chrétiens, devraient se souvenir aussi de la parabole de la paille et de la poutre...

P.-S. — Quelques mots pour un fait personnel. Je reçois à l'instant même une note de la *Gazette de Moscou* me concernant. M. Petrowsky manifeste une certaine inquiétude à me voir faire l'enquête sur l'accusation portée par M. Delahaye. Je puis le rassurer complètement à ce sujet :

1° Je n'aurais jamais osé me porter garant de l'incorruptibilité du directeur de la *Gazette de Moscou* si M. Petrowsky avait été désigné expressément ;

2° Je ne suis intervenu dans le débat que pour bien établir, par un simple rapprochement de dates, que le fait incriminé *se rapporte à l'année* 1888, *c'est-à-dire à un moment où Katkoff, dont la mémoire devait être dégagée de tout soupçon, était mort depuis longtemps*. La veuve de l'illustre publiciste, frappée dans ce moment d'un deuil cruel, a bien voulu me remercier de mon intervention et m'a prié de veiller à ce que la mémoire sacrée de son défunt époux reste en dehors de toute atteinte. Me conformant à cette volonté formelle, j'ai poursuivi l'enquête, et, pour mon compte, je suis parfaitement fixé sur la valeur de l'accusation de M. Delahaye. Le cas échéant, j'interviendrai dans le débat à ce sujet ; en attendant, j'ai conseillé moi-même à M. Petrowsky de charger M. Tscherbanne du soin de le défendre. La commission d'enquête ayant, à tort selon moi, refusé à M. Tscherbanne de rendre justice à M. Petrowsky, il reste au directeur de la *Gazette de Moscou* le recours devant les tribunaux français pour se disculper lui et ses collaborateurs.

M. Tscherbanne prétend, dans la *Gazette de Moscou*, que M. Delahaye n'a pas communiqué à la presse l'accusation portée devant la Commission et que, par conséquent, je n'ai pu y voir ni le nom de la Gazette ni celui de Katkof ; je n'ai qu'un mot à répondre : *J'ai en ma possession la copie de la communication faite par M. Delahaye à la presse, les deux noms s'y trouvent répétés plusieurs fois !*

(*Nouvelle Revue*, 1er janvier 1893).

III

NOMINATIONS DU JOUR DE L'AN, INAUGURATION D'UNE NOUVELLE ÈRE. LES MESURES FINANCIÈRES DE M. WITTE SON BUDGET POUR 1893

Outre diverses modifications dans le personnel dirigeant, l'année 1893 a apporté à la Russie quelques mesures de haute administration qui paraissent du meilleur augure pour l'avenir. Une d'elles mérite d'être particulièrement signalée, car elle semble indiquer une renonciation très heureuse à l'une des traditions les plus enracinées de notre gouvernement.

Jusqu'à présent, en effet, c'était chez nous une règle immuable d'entourer de mystère le fonctionnement des principaux rouages de la machine gouvernementale. Aucune publicité n'était donnée aux délibérations de nos assemblées législatives et administratives. D'ordinaire, la presse et le public n'en apprenaient que le résultat final par la promulgation d'oukases et d'ordres supérieurs, dont les causes et les raisons restaient le plus souvent inexpliquées. Faute de connaître les circonstances qui avaient motivé les actes du gouvernement, l'opinion les critiquait à tort et à travers, et son ignorance seule la rendait parfois hostile aux mesures les plus bienfaisantes. Les racontars d'antichambre, les indiscrétions incomplètes, les renseignements fragmentaires faisaient la partie belle à l'esprit de dénigrement et de négation qui anime presque toujours les coteries. Dans ces conditions, l'action de la presse devenait forcément nulle et même nuisible. Les journaux, auxquels manquaient les éléments d'une discussion sérieuse, ne propageaient guère que des cancans inspirés généralement par une opposition systématique; le plus clair de leur activité consistait à échanger des injures réciproques, à polémiser dans le vide et à insulter tout ce qui dépassait le niveau peu élevé de leurs médiocres *leaders*.

Or, en Russie, l'action du gouvernement sur l'opinion publique doit être toute différente de ce qu'elle est dans l'Europe occidentale. Sous le rapport de la compétence et du savoir poli-

tique, nos hommes d'État sont, en général, très supérieurs aux publicistes et aux gens du monde qui ont l'habitude de juger leurs actes. Aussi leur véritable rôle est-il moins de puiser des lumières dans l'opinion publique que d'éclairer celle-ci au moyen de la presse. Il y a là toute une éducation à faire, mais elle devenait absolument impossible avec cette atmosphère de mystère, ces murailles infranchissables dont s'entouraient les dépositaires du pouvoir.

Dès la fin de l'année dernière quelques symptômes de mœurs nouvelles ont commencé à se manifester dans les hautes régions et plusieurs personnages officiels n'ont pas craint d'initier la nation à la connaissance de certains de leurs actes administratifs. Ainsi, par exemple, le général Vannovsky, ministre de la guerre, n'a pas hésité à rendre publique une circulaire, où il dévoilait les méfaits des grands adjudicataires, — la véritable plaie de son administration, — et désignait même les coupables par leurs noms.

M. de Plehwe, le président de la commission chargée de l'enquête sur l'état de l'agriculture en Russie, a publié récemment le résultat des recherches auxquelles il s'est livré conjointement avec ses collègues. En lisant cet exposé, écrit avec la plus louable franchise, il est impossible de méconnaître la haute valeur des travaux poursuivis par la commission pendant plusieurs années et non moins incontestables apparaissent les conclusions formulées par le rapporteur. Comme principale cause de la crise que traverse actuellement l'agriculture en Russie, M. de Plehwe indique la dépréciation croissante du blé sur le marché universel par suite de l'extension de la surface ensemencée en Amérique, en Australie, aux Indes et en Russie.

Coïncidence étrange et qui montre combien le président de la commission voyait juste. Quelques jours après la publication du rapport dont nous parlons, M. Chaplin, l'ancien chef du département de l'agriculture dans le cabinet Salisbury, a prononcé un discours sur la crise agricole en Angleterre où il constate avec tristesse que la valeur de la propriété rurale y a baissé de 50 p. 100, que le tenancier ne gagne plus assez pour payer son fermage, et tout cela grâce uniquement à la concurrence irrésistible de quelques pays signalés plus haut comme les principaux producteurs de céréales.

L'éminent rapporteur énumère encore bien d'autres causes

de l'appauvrissement de nos propriétaires fonciers et insiste sur l'urgence des mesures à prendre pour sauver la branche la plus importante de notre richesse nationale ; ces mesures, il les attend d'un ministère de l'agriculture dont il préconise la création comme indispensable.

Une seule lacune — certainement volontaire — est à signaler dans le précieux travail de M. de Plehwe : il ne parle pas du principal obstacle au progrès de la culture chez les paysans, à savoir le régime de la propriété communale. C'est là un problème complexe qui intéresse la politique générale et qui s'imposera forcément à l'attention du futur ministre de l'agriculture.

Mais, au point de vue indiqué plus haut, la mesure gouvernementale la plus importante est certainement la décision prise de publier désormais dans le *Messager du gouvernement* l'ordre et la marche des travaux du Conseil de l'empire. Les délibérations de cette assemblée touchent à presque toutes les questions administratives, législatives et économiques. Le Conseil de l'empire se compose de personnages possédant, pour la plupart, la large compétence qui résulte d'une longue participation à la vie publique. La discussion y a presque toujours beaucoup d'ampleur. Aux joutes oratoires, les honorables membres préfèrent la controverse soutenue à l'aide de gros mémoires imprimés. Les débats n'en sont que plus sérieux et plus approfondis. On a pu autrefois reprocher à ce corps une grande lenteur, une certaine lourdeur de fonctionnement. La nomination de M. Mouravief, le plus brillant représentant de notre jeune magistrature, au poste élevé de secrétaire du Conseil de l'empire, remédiera sans doute à ce défaut.

Toute restreinte qu'elle est, la publicité des travaux du Conseil de l'empire relèvera à un haut degré le prestige de ce corps aux yeux de la Société, servira de stimulant à ses membres et fournira certainement des matériaux sérieux aux discussions de la presse. C'est pourquoi nous tenons cette réforme, qui a passé presque inaperçue, pour une des plus considérables qu'on doive au règne actuel.

Certaines nominations nouvelles et l'organisation des deux principaux départements du Conseil de l'empire, promulguées du 1er au 13 janvier ont, à bon droit, rencontré la sympathie et l'approbation générales. M. Solsky est nommé président du département de l'économie, le poste administratif à coup sûr

le plus important de l'empire. Ancien chef du contrôle de l'État, emploi où il a introduit de nombreuses réformes et réorganisé les services, notamment en ce qui concerne le contrôle et la comptabilité des chemins de fer, M. Solsky jouit d'une autorité incontestable en matière économique et financière. C'est, de plus, *a self made man*, un laborieux dont toute la vie a été consacrée au service public. Enfin, ce qui est d'une valeur capitale dans une situation aussi influente, c'est un homme dont tout le monde reconnaît la haute intégrité.

Le département législatif aura, lui aussi, un nouveau titulaire : l'ancien ministre des domaines, M. Ostrowsky, frère du célèbre dramaturge de ce nom. M. Ostrowsky ne doit sa haute position qu'à lui-même, et à ses propres mérites. Son passage au ministère des domaines, où régnaient autrefois la dilapidation et le gaspillage, a été marqué par de nombreuses et profondes réformes qui ont réussi à mettre de l'ordre dans la plupart des services de cette administration. La nomination de M. Ostrowsky a encore un intérêt : elle présage la prochaine transformation du ministère des domaines en ministère de l'agriculture. Souhaitons que le titulaire de ce nouveau poste soit aussi heureusement choisi que ceux dont nous venons de parler.

Parmi les autres nominations du premier de l'an, il faut surtout relever celle du général Orgewsky comme gouverneur général de Vilna. Cet officier supérieur, ancien adjoint du ministre de l'intérieur, a fait preuve d'autant d'énergie que de dévouement dans ses délicates et difficiles fonctions. Il a su en même temps gagner l'affection et la confiance de tous ses subordonnés, c'est-à-dire du corps entier de la gendarmerie. Après avoir été mis en non-activité par suite d'un malentendu, voici le général Orgewsky investi d'un poste exigeant non moins de fermeté intelligente que de tact diplomatique. Il y a lieu d'espérer qu'il réussira.

L'ancien ministre des finances, M. Wychnegradski, qui convoitait la succession d'Abaza, a dû se contenter de quelques diamants ajoutés à sa plaque d'Alexandre Newsky, avec accompagnement d'un long rescrit impérial. Ce document suggère au *Nouveau Temps* du 16 janvier la réflexion suivante : « Dans ce rescrit il n'est pas fait mention des opérations de conversion qui occupaient une place dominante dans l'activité de M. Wychnegradski comme ministre des finances. Ce détail négatif a attiré l'attention générale. » Il y a de quoi !...

M. Witte et son collègue aux voies et communications, M. Krivocheine, viennent d'être confirmés dans leurs postes ministériels. Espérons que désormais M. Witte, rassuré de ce côté, snpportera moins impatiemment le jugement de ses actes administratifs et n'y verra plus la preuve d'une hostilité systématique, s'acharnant à miner sa situation. Un homme chargé, dans ces temps difficiles, d'une si lourde tâche, doit être heureux de soumettre sa gestion à une critique compétente et sans parti pris. Cela atténue sa propre responsabilité et peut lui apporter le concours d'une expérience et de lumières spéciales qui lui manquent.

Pendant les derniers mois, le Conseil de l'empire n'a pas manqué d'exercer une semblable critique sur les projets d'impôts nouveaux présentés par le successeur de M. Wychnegradski. La discussion de la funeste taxe sur le sel a été renvoyée à la session prochaine. M. Witte a dû retirer son projet d'impôt locatif, plus justifiable en principe, mais dont l'élaboration trop hâtive nécessite un remaniement complet. Par contre, le Conseil de l'empire lui a accordé, non sans hésitation, l'augmentation des droits sur les sucres, sur les allumettes, etc. La perception de l'impôt sur les sucres a dû être ajournée par égard pour certains droits acquis. Les allumettes et les boissons hygiéniques, telles que la bière, etc., supporteront donc seules tout le poids des nouvelles impositions. M. Witte, qui interdit à la presse la discussion de ses édits fiscaux, si onéreux pour une population déjà surchargée, a daigné en entreprendre l'apologie dans un factum quelque peu prolixe, dont il a accompagné la publication de ses projets d'impôts nouveaux. La conclusion vraiment surprenante de ce plaidoyer est que les taxes projetées sont destinées à accroître les revenus du fisc très gêné. Qui s'en serait douté?...

Si le consentement du Conseil de l'empire est indispensable pour la création de nouvelles ressources budgétaires, il reste encore au ministre des finances un vaste champ, où il peut sans contrôle exercer sa bouillante activité, et appliquer les procédés d'un empirisme toujours hardi, sinon toujours très heureux. Aussi en profite-t-il très largement. Une de ses mesures les plus risquées est celle destinée à combattre la coalition des raffineurs qui, maîtresse du marché du sucre, abuse de son monopole pour exagérer les prix de vente. Les coalitions et les accaparements

des producteurs étant aussi sévèrement interdits en Russie que les grèves ouvrières, le gouvernement dispose de tous les moyens voulus pour paralyser les manœuvres des syndicats les plus puissants. Indépendamment des armes fournies par la légalité, un ministre des finances habile pourrait contrecarrer les agissements de quelques gros producteurs, en encourageant les petits raffineurs extrêmement nombreux en Russie, et en les mettant à même de lutter contre les accapareurs. Il est vrai que cette manière de procéder, tout en étant très pratique, nécessiterait des études préalables assez complexes. Pour supprimer les excès de la spéculation, M. Witte a trouvé un moyen fort original et d'une simplicité grande, comme toutes les choses géniales : il a chargé la succursale d'une maison de banque de Kief de spéculer à son tour sur le sucre pour le compte du Trésor, en achetant à l'étranger du sucre à un prix maximum déterminé pour le revendre ensuite en Russie à un prix minimum également fixé. Autrement dit, l'État lutte contre les producteurs nationaux en appelant à la rescousse l'industrie étrangère ! Ce qui relève encore la beauté de cette conception, c'est que la chose a lieu dans un pays protectionniste jusqu'à la prohibition et que le même État paye, aux raffineurs qu'il combat, des primes d'exportation pour le sucre ! Si nous ajoutons que beaucoup de ces industriels comptent parmi les gros actionnaires de la banque privée qui doit spéculer contre eux, on comprendra aisément quel vaste champ M. Witte vient d'ouvrir aux tripotages ingénieux et aux coups de Bourse, d'autant plus hardis, que c'est le Trésor seul qui en paiera les frais.

Aussi la mesure dont il s'agit a-t-elle eu pour premier résultat d'*augmenter* encore le prix du sucre dans certaines régions. Mais cela a trop vite éveillé l'attention publique et il a fallu se modérer. Les faiseurs se rattraperont avec le temps...

Il était cependant permis d'espérer que la spéculation sur le rouble suffirait largement au besoin d'agiotage qui tourmente certains ministres. Ou bien, les résultats de cette spéculation prétendument inspirée par la nécessité de combattre les manœuvres des baissiers sont-ils devenus trop onéreux pour le Trésor? On serait tenté de le croire en présence de la nouvelle *création* de M. Witte. Sur son ordre, les banquiers de Saint-Pétersbourg avaient avisé, il y a quelques jours, leurs confrères de Berlin, que désormais ils ne pourraient plus solder leurs comptes par

l'envoi des roubles à l'étranger; ils les régleront dorénavant par des traites sur Londres; si les banquiers berlinois tenaient absolument à posséder des roubles-papier, force leur serait de les faire chercher à Pétersbourg même, par leurs employés. Cette mesure machiavélique, qui tendait à désarmer les fameux baissiers, a obtenu un succès d'hilarité universelle. M. Witte a oublié que pour payer en traites sur Londres, les banquiers seront forcés de les acheter, ces traites ne poussant pas toutes seules sur le sol marécageux du Wassili-Ostrof.

Or, ils ne peuvent payer ces achats qu'en banknotes, à moins que M. Witte ne mette à leur disposition l'or si chèrement acheté par son prédécesseur. Et croit-il que, quand il s'agit de millions, les Berlinois reculeront devant la dépense de quelques centaines de marks, pour aller chercher les banknotes à Pétersbourg même? Tout cela est ridiculement enfantin. Le seul et unique moyen pour notre ministre des finances de déjouer les manœuvres des baissiers, c'est de cesser lui-même de jouer à la hausse sur le rouble.

Toute opération de Bourse suppose une contre-partie : s'il n'y avait pas de spéculateurs à la hausse, il serait impossible de jouer à la baisse. Ayant eu la funeste idée de relever le cours des banknotes russes, dont la dépréciation a été amenée par d'inéluctables causes économiques et financières, M. Wychnegradski s'était mis, en 1888, à jouer à la hausse du rouble sur le marché berlinois. Cette tactique a eu pour effet infaillible d'engendrer à Berlin une foule considérable de joueurs à la baisse. Sûrs de trouver un acheteur, ils n'hésitaient pas à vendre autant de roubles qu'ils pouvaient ; les agents mêmes de M. Wychnegradski jouaient le plus souvent — et à coup sûr — contre le ministre. De la sorte, le rouble a perdu son caractère d'unité monétaire, pour devenir nn simple objet de spéculation, et l'on a vu des wagons remplis de banknotes russes faire constamment la navette entre Berlin et Saint-Pétersbourg. C'est en rendant plus difficile (*sic !*) le *retour* des roubles de Pétersbourg à Berlin que M. Witte veut combattre le jeu des baissiers. Il a pour cela un moyen plus simple et plus sûr : qu'il ne les fasse pas *venir* de Berlin à Pétersbourg. Qu'il cesse de jouer à la hausse et les baissiers disparaîtront d'eux-mêmes ; le cours du rouble ne sera fixé que par sa réelle valeur, c'est-à-dire par l'état des finances russes et par le bilan du commerce extérieur...

Le rapport de M. Witte sur le budget de 1893 nous arrive trop tard pour que nous puissions le discuter utilement aujourd'hui. Les dépenses prévues s'élèvent au chiffre de 1 040 458 385 roubles; par une heureuse coïncidence, M. Witte prévoit exactement la même somme — à un rouble près — comme total des recettes. Pour les dépenses, nous nous fions à l'évaluation du ministre : le chiffre prévu sera atteint, sinon dépassé. En ce qui concerne les recettes, il nous est difficile de partager l'optimisme des prévisions ministérielles. Nous reviendrons ultérieurement sur ce sujet.

En présence de ce fait que — pour la première fois, croyons-nous — les dépenses du Trésor russe atteignent un milliard, bornons-nous à répéter le mot célèbre : « Saluez ce milliard, vous ne le reverrez plus jamais. »

P. S. — Un aimable censeur de Moscou a *caviarisé* la page 203 de la *Nouvelle Revue* du 1[er] janvier, consacrée à M. Petrowsky. Je comprends que ce dernier soit désolé que son nom ait été révélé au monde par l'accusation d'avoir touché un chèque à Panama; il aurait préféré un début moins bruyant. J'admets même son désir de laisser ignorer le fait qu'il a caché à la commission d'enquête, l'existence de son second correspondant mystérieux de Paris, qui signe « Ebrard » ou « Hébrard », et qui aurait servi d'intermédiaire dans la louche affaire du chèque de la *Gazette de Moscou*, et que n'ayant reçu aucune satisfaction de cette commission, il recule devant le procès, dont il menaçait M. Delahaye; mais tout cela n'autorise pas le censeur à traiter M. Petrowsky en membre de la famille impériale, ou en ambassadeur. Nous signalons ce maladroit excès de zèle au directeur de la presse russe, M. Feoktistof

IV

LE BUDGET DE M. WITTE POUR 1893 : RECETTES

Avant de passer à l'examen du budget de M. Witte pour 1893, il est intéressant de montrer comment a été définitivement réglé celui de 1891, dont le contrôle de l'Empire vient de publier les résultats. La balance générale de ce budget s'établit par un excédent des dépenses sur les recettes de 180 977 163 *roubles* (p. 51 du Rapport présenté au conseil de l'Empire par S. Exc. M. le Contrôleur de l'Empire, édition française).

Ce déficit de 181 millions a eu pour effet de réduire à 35 millions, au commencement de l'année 1892, les disponibilités du Trésor qui, au début de l'exercice 1891 étaient de 219 millions de roubles (p. 70).

Presque en même temps que ce rapport, le *Journal* (français) *de Saint-Pétersbourg*, du 16/28 janvier, publiait le tableau officiel des dépenses et des recettes pour l'exercice des dix premiers mois de l'année 1892. Le résultat n'est pas plus satisfaisant :

Dépenses ordinaires.	767 795 000 roubles.
— extraordinaires.	163 434 000 —
	931 229 000 roubles.
Recettes ordinaires.	712 460 000 roubles.
— extraordinaires.	168 174 000 —
	880 634 000 roubles.

soit un excédent des dépenses sur les recettes de 50 595 000 roubles. Mais comme les 168 millions de recettes extraordinaires proviennent de deux emprunts (3 p. 100 or extérieur de 1891 et 4 1/2 p. 100 intérieur de 1892), le déficit réel pour l'exercice des *dix premiers mois de* 1892 est de 218 millions 595 000 roubles.

Pour mieux faire comprendre combien les terribles déficits de deux années consécutives rendaient difficile l'établissement du budget de 1893, il est utile de donner les chiffres exacts du commerce extérieur de la Russie pour le même laps de temps. Ces

vement compromettants pour le crédit de la Russie, nous ne découvrons pas *un seul* indice autorisant l'espoir que le déficit en 1893 ne dépassera pas la somme indiquée plus haut de 55 millions de roubles. Au contraire, une analyse, même sommaire, démontre aisément qu'il excèdera même celui de 1892, et cela au moins dans la proportion où les dépenses ont été augmentées.

La preuve en est facile à trouver dans le rapport même de M. Witte. Le ministre prévoit en 1893 une augmentation de recettes de 86 millions de roubles sur 27 chapitres et une diminution de 11 millions et demi sur 5 chapitres. Une partie de ces augmentations, ajoute M. Witte lui-même, ne sera qu'apparente et proviendra, non d'un véritable accroissement des recettes, mais de la dépréciation du rouble papier qui, calculé en 1892 au prix de 1 r. 19 kopeks pour 1 rouble or, ne l'est qu'au prix de 1 r. 70 kopeks pour l'année 1893.

Cette augmentation toute fictive réduit d'au moins 10 *millions* la somme de 86 millions.

Sur les boissons, M. Witte prévoit une plus-value de 14 millions 3/4 due en partie à l'aggravation de certains impôts. Depuis 1889, les recettes provenant de ce chapitre vont toujours en déclinant (275 millions de roubles en 1889, 268 millions en 1890, 247 millions 1/2 en 1891 et environ 242 en 1892). Au point de vue de la prospérité économique du pays, rien n'est plus heureux que la décroissance des impôts prélevés sur l'ivrognerie, le vice le plus désastreux et le plus ruineux du peuple russe (1). Sans raison aucune, M. Witte inscrit au budget de 1893 pour ce chapitre 257 millions 1/3! En admettant même que les nouveaux impôts établis par lui réussissent à arrêter la baisse des recettes, il faut biffer les 14 millions 3/4 qu'il fait figurer arbitrairement dans son rapport.

Les augmentations prévues de 16 millions sur le sucre, le pétrole et les allumettes sont, malgré les nouveaux droits, exagérées au moins de moitié; il y a donc encore 8 millions à réduire sur ce chapitre.

La prévision la plus fantaisiste est certainement celle de 24 millions de roubles sur les douanes. Pour la motiver, M. Witte a recours à un petit stratagème vraiment déplacé dans

(1) L'ivrognerie des paysans, sur laquelle le *Sviet* a publié dernièrement une série d'études si remarquables et si instructives, est le principal fléau de notre population rurale et la cause majeure de sa ruine.

le document sérieux adressé au souverain. Il énumère les recettes des douanes dans les dernières années :

1889.	80 millions roubles or.
1890.	82 millions 1/2 —
1891.	79 millions 1/4 —
et prévoit pour 1893.	78 millions 1/2 —

Le tableau ainsi présenté fait paraître la prévision très naturelle. Mais M. Witte a omis de mentionner l'*année* 1892 qui donne environ *63 millions*, soit, par rapport à 1891, une moins-value d'environ 24 millions de roubles papier. Si, en 1893, ce rendement doit tomber de 1 million 1/4 comparativement à l'année *précédente*, c'est à peine 62 millions de roubles or et non 78 millions 1/2 qu'il faut prévoir.

Les autres évaluations ne sont pas moins arbitraires. Citons encore un chapitre qui a son importance : sur le rachat des paysans, M. Witte prévoit 3 millions d'excédent pour l'année 1893. Or, ces annuités de rachat sont constamment en baisse depuis six ans et, rien que pour les anciens serfs des particuliers, elles sont tombées de 43 millions 1/2 en 1887, à 27 millions en 1892. En 1891, les annuités de rachat de tous les paysans ont fléchi ensemble de 19 millions de roubles (p. 11 du Rapport du Contrôleur de l'Empire); en 1892, pour neuf mois, la baisse a été de 7 millions 1/2. Les brillantes récoltes des années 1888, 1889 et 1890 n'ont pu arrêter cette décroissance continue des annuités, suite de l'appauvrissement progressif des paysans, et M. Witte compte sur un relèvement subit en 1893 où, selon lui, « dans 50 gouvernements, la récolte sera au-dessous de la moyenne »! Le mieux qui puisse arriver, c'est que la baisse ne dépasse pas celle de 1892, c'est-à-dire qu'elle ne soit que de 7 à 8 millions.

Rien que sur les quelques chapitres examinés, il faut donc déduire des 86 millions d'augmentation prévus environ 60 millions. Pour le reste, les prévisions ne sont pas mieux fondées. Si les recettes ordinaires en 1893 atteignent 900 millions de roubles (au lieu des 961 millions de M. Witte), ce sera déjà un résultat brillant et fort au-dessus de ce qu'on peut raisonnablement espérer. 61 millions plus 68 que M. Witte attend d'un emprunt, — cela fera déjà un déficit de 129 millions.

Mais l'auteur du rapport a complètement oublié les fonds nécessaires pour régler l'arriéré de 1892 et des années précédentes. Ces sommes qui restent à payer sont toujours allées en

augmentant : de 139 millions en 1886 elles sont arrivées à 224 millions en 1892 (p. 56 du Rapport du Contrôleur). Sur ces 224 millions, 123 ont été dépensés pendant les dix premiers mois de l'année. Quelle sera la somme nécessaire pour 1893? Il est difficile de la préciser dès à présent, mais on voit dans tous les cas qu'ici, comme pour les arriérés d'impôts, il s'agit de centaines de millions.

M. Witte a naturellement conscience de la frivolité de ses prévisions ultra-optimistes et pour justifier l'augmentation considérable des dépenses dans un moment de crise économique, et quand le Trésor, d'après son propre aveu, « ne disposera pour le 1er janvier 1893 que d'une somme libre de 30 millions de roubles », il consacre trois grandes colonnes (le rapport entier en occupe quatorze dans un journal de grand format) à exposer ses théories financières. On peut les résumer en quelques mots. Nous laissons de côté la longue démonstration de cette vérité banale que les impôts indirects sont les plus élastiques. Le fond du système ministériel, le voici : M. Witte est « convaincu que la marche régulière de l'administration financière, l'amélioration du crédit de l'État n'est possible que quand l'équilibre entre les dépenses et les recettes est stable ». En conséquence, « pour pouvoir dépenser beaucoup, il suffirait d'augmenter autant que possible la tension des forces imposables. » Les crises économiques que traverse le pays ne doivent pas être un obstacle à l'accroissement des impôts. Cela est surtout vrai dans un pays comme la Russie qui jouit d'un régime paternel et où, en temps de disette, le gouvernement est forcé de faire de grands sacrifices pour empêcher la population de mourir de faim. Or, pour se mettre en mesure de faire ces sacrifices, l'État ne devrait pas craindre d'accroître même à l'excès les charges des contribuables. Les nouveaux impôts formeraient ainsi, selon l'expression même du ministre, « une sorte de prime d'assurance » contre les suites des crises que le pays traverse.

Ce fameux système de M. Witte, qui lui a valu de la part de M. Mestchersky le titre de « régénérateur de la patrie », consiste donc à ruiner la population par des impôts, afin que le gouvernement puisse lui venir en aide, une fois que la ruine se sera manifestée par la famine. Ce système n'est autre que celui d'Ugolin qui dévorait ses enfants « pour leur conserver un père ». La famine a pour principale cause les impôts qui écrasent

les paysans; ces malheureux, pressurés par les exigences du fisc, ont vendu leur bétail, leurs outils, *jusqu'aux toits de leurs maisons* et se sont livrés pour des années d'avance aux usuriers qui leur extorquent jusqu'à 1400 p. 100 sur leurs prêts. Ils meurent de faim, non pas le plus souvent parce que la terre ne leur a pas donné de blé, mais parce qu'ils sont obligés de vendre ce blé en herbe pour payer leurs impôts(1). Il est vrai que, quand la disette est arrivée, le gouvernement russe, sur la bienfaisante initiative de l'empereur, leur est venu largement en aide; mais M. Witte sera certainement le seul à conclure de ce fait qu'il faut rendre plus écrasantes encore les charges des paysans afin d'avoir l'occasion de voler à leur secours. Il oublie aussi qu'une « prime d'assurance », pour remplir son objet, doit avant tout être accumulée; du moment qu'on la dépense immédiatement, ce n'est plus une prime d'assurance ou plutôt c'est *une prime d'assurance destinée à incendier la maison assurée*...

En dehors du *Grajdanine*, les journaux russes ont fait un accueil glacial à ce nouveau système exposé avec une grande assurance — sans jeu de mots — et leurs critiques, bien que formulées timidement à cause de la censure, n'ont pas laissé d'être significatives.

Nous examinerons dans notre prochain article le budget des dépenses de M. Witte, bien plus instructif encore que le budget des recettes.

(1) Nous lisons dans le *Journal* (français) *de Saint-Pétersbourg* du 15/27 janvier : « Pendant les dernières vingt années l'exportation du blé à l'étranger a augmenté de 120 p. 100, tandis que la production de céréales n'a cru que de 18 p. 100. En 1870 déjà nous étions loin de posséder des excédents et depuis lors la population a sensiblement augmenté; il paraît donc certain que l'accroissement de l'exportation, loin d'être consolante, doit susciter de graves appréhensions. »

V

BUDGET DE M. WITTE : DÉPENSES

Les recrues fraîchement incorporées ignorant les vrais dangers de la bataille sont les plus téméraires au feu. M. Witte, très novice en matières de finances, se trouve un peu dans le même cas. Mais l'audace seule est impuissante contre les implacables lois mathématiques. Si la jonglerie avec les chiffres suffit pendant un certain temps pour jeter la poudre aux yeux, deux fois deux font tout de même quatre, et un déficit arrivé à un tiers du budget reste un fait excessivement grave.

La presse française, pour des raisons de sympathies patriotiques, préfère fermer l'œil sur la véritable situation des finances russes et elle a grandement tort. La France possède environ pour 5 milliards de francs de fonds russes; le devoir de la presse n'est donc pas d'endormir le public dans une fausse sécurité. Si le ministre russe peut aisément faire la sourde oreille aux critiques venant des camps ennemis, — et Dieu sait si la presse anglaise et allemande en sont prodigues, — il sera bien forcé de tenir compte des observations et des conseils d'une presse amie. Dans les pays parlementaires l'opposition par la voix de la presse et des Chambres peut toujours avertir le souverain que son ministre le trompe et qu'il le mène aux désastres. Si le souverain dédaigne ces avertissements, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même quand, comme en Portugal par exemple, la catastrophe arrive. Mais dans les pays autocrates le souverain est presque sans défense contre les menées funestes d'un ministre, surtout quand il s'agit des questions exigeant des connaissances spéciales. Un ministre qui abuse de la signature de son souverain pour couvrir ses agissements commet en réalité un acte de lèse-majesté et de haute trahison.

L'Allemagne et l'Angleterre ont, à Pétersbourg, des agents financiers et commerciaux. La Russie a toujours eu un agent financier à Paris. Pourquoi la France, dont une grande partie du capital national est engagée dans les fonds russes, ne posséderait-elle pas un agent financier compétent à Saint-Pétersbourg ? L'Alle-

magne, qui a expulsé les fonds russes de son marché, est sur le point de conclure un traité de commerce avec la Russie excessivement favorable à ses intérêts, et cela malgré l'opposition des agrairiens; M. Witte feint d'être opposé à la conclusion de ce traité, *quoique, depuis le 9 novembre, il se soit irrévocablement engagé à le signer.* Est-ce que la signature d'un traité de commerce français n'aurait pas dû précéder — ne serait-ce que par pure convenance — celle d'un traité avec l'Allemagne? La France a encore d'autres articles susceptibles d'être importés en Russie en dehors de son or. Un agent financier du gouvernement français aurait pu le rappeler à M. Witte, et décider le gouvernement russe à ne pas charger de la transformation de ses fusils de préférence les fabricants de Liège, à ne pas commander ses torpilles à Spandau et ses navires de guerre aux chantiers anglais. La présence d'un agent financier français à Saint-Pétersbourg aurait aussi empêché M. Witte de faire sa dernière opération, aussi blessante pour le marché de Paris qu'onéreuse pour le Trésor russe : Après avoir refusé à un groupe de banquiers de Paris de leur vendre le reliquat de l'emprunt 3 p. 100 non placé en 1891, M. Witte vient de le céder à un syndicat berlinois qui, de son côté, cherche à écouler cet emprunt sur le marché de Paris. M. Witte a accepté en paiement des roubles papier, abandonnant aux banquiers allemands l'avantage de profiter de l'or français. Cette incroyable opération tout à l'avantage des Berlinois a été imaginée pour provoquer une hausse artificielle et de courte durée du rouble crédit !...

Mais revenons au budget de M. Witte.

Parmi les dépenses extraordinaires que M. Witte projette d'effectuer à l'aide de ses augmentations d'impôts, il faut placer en première ligne le chemin de fer transsibérien. Il affecte à cette construction la somme de 150 millions de roubles. Mais n'ayant qu'une confiance médiocre dans la réalisation de ses prévisions budgétaires, il se propose d'emprunter à cette fin 57 millions, et de trouver ailleurs les 93 autres millions... La proposition de M. Witte devient ici d'une gravité telle, que nous sommes forcé de citer le texte de son rapport : « *C'est pourquoi il a été décidé d'employer pour ce besoin* 92,7 *millions de billets de crédit qui ont été remis par le Trésor à la Banque de l'État, conformément à l'Oukase impérial du* 1er *janvier* 1881, *pour être détruits, et que*

la Banque n'a pas détruits jusqu'à présent, *vu l'impossibilité de le faire sans gêner le commerce et l'industrie.* »

De cet aveu dépouillé d'artifice, il résulte que la Banque d'État, au lieu d'anéantir les billets de crédit dont un oukase impérial a ordonné la destruction, les remet tranquillement en circulation « afin de ne pas gêner le commerce et l'industrie ». Et le ministre des finances, le chef hiérarchique de cet établissement, au lieu d'en livrer les administrateurs à la justice pour *émission de billets de banque... douteux*, déclare qu'il emploiera ces valeurs à construire le Transsibérien ! Il a recours à des mesures tantôt enfantines tantôt odieuses contre les prétendus spéculateurs à la baisse sur le rouble papier, comme si son propre aveu ne suffisait pas pour le déprécier à jamais.

L'histoire de ces malheureux billets de banque, on la soupçonnait depuis longtemps dans les cénacles d'initiés, mais on se gardait bien de l'ébruiter dans la crainte d'ébranler complètement la confiance publique. Pour couvrir les dépenses de la dernière guerre russo-turque, le Trésor a, entre autres opérations de crédit, emprunté 400 millions de roubles à la Banque d'État, après l'avoir autorisée à émettre de nouveaux billets de banque jusqu'à concurrence de cette somme. Les oukases du 1er janvier 1881 et du 8 juin 1884 stipulaient que cet emprunt serait remboursé partie en billets de banque, partie en rentes perpétuelles 5 p. 100 or, versées par annuités à la Banque. Comme de juste, celle-ci devait immédiatement détruire un nombre correspondant de billets de banque. Les versements ont été terminés par le Trésor en 1888 et nous lisons, en effet, dans le rapport du Contrôle de l'Empire pour cette année, que « la dette contractée à ce sujet par l'État était *définitivement* éteinte ». (Rapport du contrôleur pour l'année 1888, p. 58.)

Ainsi les 400 millions de roubles devraient être brûlés au moins depuis cinq ans. Mais ceux qui s'étaient donné la pénible tâche d'étudier dans les rapports du contrôle le mouvement des billets de banque, se doutaient bien qu'il n'en était rien et que les billets versés par le Trésor avaient été remis en circulation, *sans même que le Trésor fût crédité par la Banque d'une somme équivalente*. Une partie de ces billets continue même à figurer dans le passif de la Banque, notamment la somme de 266263146 roubles avec la mention : « Oukase du 1er janvier 1881. » La fameuse *rente perpétuelle* 5 *p.* 100 *or* qui a ceci de

particulier *qu'elle ne donne aucun revenu* et, par conséquent, ne vaut pas le papier sur lequel elle est imprimée, figure dans le bilan de la Banque parmi les valeurs publiques lui appartenant pour une somme de 219823617 roubles.

Non seulement M. Witte avoue naïvement cette fraude coupable, mais il se propose de construire le Transsibérien à l'aide de ces billets de banque qui ont juste la valeur des assignats; il oublie même qu'étant mis en circulation depuis de longues années, ils sont également perdus pour le Trésor et pour la Banque!

Le rapport de M. Witte finit par un air de bravoure. Le même ministre qui vient de faire une déclaration si grave au sujet des billets de banque russes avertit les baissiers sur les roubles que le Trésor possède une somme disponible d'environ 240 millions de roubles or, *indépendamment des* 210 *millions* servant de garantie aux billets de crédit émis d'une manière permanente et des 150 *millions* de roubles or, déposés pour gager le nombre équivalent de roubles papier émis à titre provisoire en 1891 et 1892.

Dans plusieurs communiqués officieux destinés à combattre la baisse des valeurs russes, il était déjà vaguement question de ces 240 millions de roubles or (près d'un milliard de francs!) que le Trésor russe posséderait en dehors des 360 millions déposés à la Banque. Mais c'est la première fois que le rapport officiel du ministre signale l'existence de cette formidable réserve. La première chose qui frappe le lecteur du document ministériel, c'est la contradiction flagrante entre cette affirmation et l'aveu fait un peu plus haut que les disponibilités du Trésor pour le 1er janvier ne seront que de 30 *millions de roubles papier*; or, 240 millions de roubles métalliques valent environ 400 *millions de roubles papier*.

Surpris de cette étrange contradiction, le lecteur perplexe cherche à éclaircir ses doutes en consultant le tableau du budget de 1893, annexé au rapport de M. Witte. Là, parmi les sommes or comptant, qui se trouvaient à la disposition du ministre des finances à la date du 20 décembre 1892 (1er janvier 1893), il voit:

Or

Dans la Banque de l'État.	57331222
A la Monnaie	693933
Chez les banquiers étrangers, conformément à leur compte	30851525

Dans cette somme, ajoute le tableau, ne sont pas compris les 125 (?) millions roubles or déposés à la Banque d'État à titre de garantie pour la même somme de roubles crédit empruntés par le Trésor.

Ensemble, cela fait bien environ 214 millions, mais le rapport du ministre parle de 240 millions *en dehors* des 150 (?) millions déposés à la Banque à titre de garantie pour les roubles empruntés. L'embarras du lecteur redouble quand il interroge le bilan officiel de la Banque d'État du 4 janvier 1893. Là, il trouve réellement l'indication de 150 (et non 125) millions de roubles or déposés en garantie, et en outre : « Or et argent appartenant au Trésor au prix nominal 91 228 128 roubles » au lieu des 57 millions du tableau ministériel!

Toujours pas de trace des 240 millions que M. Witte attribue au Trésor *en dehors* des 150 millions déposés en garantie et des 210 appartenant à la Banque !

Dans l'impossibilité de concilier toutes ces contradictions et de découvrir où gît ce milliard de francs en or, force nous est de rechercher dans les comptes du Contrôle de l'Empire d'où peut provenir ce milliard mystérieux qu'on n'acquiert pas sans une certaine dépense et qui ne pousse pas non plus spontanément.

Or, nous relevons les données suivantes dans le rapport récemment publié du contrôle de l'Empire pour l'année 1891 (édition française, section V, page 69) : L'encaisse du Trésor « s'élevait au 1er janvier 1891 à 162 995 793 r. 82 kop. ». Cette encaisse faisait partie des 219 millions de roubles, crédit formant « les disponibilités effectives du Trésor au début de l'exercice 1891 ». Pendant l'année 1891 cette encaisse a diminué par suite d'un premier dépôt de 25 millions de roubles or à la Banque en garantie de la même somme en roubles crédit émis provisoirement ; ce dépôt et d'autres dépenses l'ont réduite au chiffre exact de 114 663 259 roubles pour le 1er janvier 1892, dont 29 095 731 or devaient être soldés pour l'année 1891.

Ainsi donc le Trésor débutait en 1892 par une encaisse or de 85 millions et demi (114 663 259 — 29 095 731), et cela en dehors de 25 millions déposés à la Banque à titre de garantie.

Dans le courant de 1892 l'emprunt 3 p. 100 or émis en France a pu faire rentrer dans les caisses du Trésor environ 55 ou 57 millions de roubles or, ce qui fait avec les 85 millions et demi une encaisse maxima de 142 millions et demi or. Les autres

rentrées métalliques pendant l'année ont plutôt diminué (la douane a donné 63 millions et demi au lieu de 79 millions); mais en admettant même qu'elles aient suffi pour couvrir les dépenses or de l'État, elles n'ont rien pu ajouter à l'encaisse. De ces 142 millions et demi, on a de nouveau distrait 125 millions de roubles, déposés à la Banque à titre de garantie pour la même somme de billets de crédit. Une fois le payement des coupons de janvier 1893 effectué et les autres dépenses métalliques pour l'année 1892 réglées, il ne peut donc rester au Trésor qu'une encaisse métallique de 17 *millions et demi*, en dehors des 150 millions déposés à la Banque comme garantie des roubles papier.

En 1891 le comité des ministres fut saisi d'une proposition tendant à rétrocéder le chemin de fer de Saratof à une compagnie privée, à charge pour celle-ci de prolonger cette ligne jusqu'à Ouralsk. Ce projet fut fort mal accueilli, tant dans les conseils du gouvernement que dans la presse, car il était en contradiction avec le système de rachat de tous les chemins de fer par l'État, dont le ministère poursuivait énergiquement l'application. M. Witte se rendit un jour chez M. Souvorine, directeur du *Nouveau Temps*, pour le prier de cesser son opposition en lui représentant combien était urgente la construction de la ligne de Ouralsk. « Je ne comprends pas, lui répondit M. Souvorine, comment il se fait que depuis des années tous les exposés financiers de M. Wychnegradski nous annoncent de brillants budgets avec des excédents magnifiques; et quand il s'agit de construire quelques centaines de verstes de voies ferrées, vous cédez une ligne de l'État à une société privée, afin qu'elle vous tire d'embarras! — « Comment! répliqua avec surprise M. Witte, vous prenez au sérieux ces budgets et ces excédents? Mais ce sont là de simples jeux d'écritures : on déplace les chiffres selon le besoin tantôt de gauche à droite, tantôt de droite à gauche, mais en réalité le Trésor n'a pas un kopek!... »

Nous tenons ce récit de M. Souvorine lui-même. Il peut servir de mot de la fin pour l'examen du budget de M. Witte.

VI

TACHES QUI S'IMPOSENT AU FUTUR MINISTRE DES FINANCES (1)

Le ministre appelé à prendre au moment donné la direction des finances nationales devra, avant tout, se pénétrer de la conviction que, nonobstant la gravité de la situation actuelle, nonobstant l'état de gêne du Trésor, la Russie n'en possède pas moins d'inépuisables ressources; que les embarras du fisc, pour grands qu'ils soient, ne sont que momentanés. Il faut seulement faciliter le large développement des richesses naturelles du pays et changer du tout au tout le funeste système de notre administration financière. Le futur ministre n'oubliera pas que les crises ne sont que temporaires, tandis que les intérêts de la Russie sont permanents; en conséquence, il s'interdira sévèrement tout recours à des mesures empiriques quelconques, vains palliatifs qui ne font qu'aggraver le mal. Sa première tâche consistera nécessairement à combler le déficit de 1892, lequel paraît devoir s'élever à plusieurs centaines de millions de roubles. Quant à conclure un nouvel emprunt à l'étranger au moment donné, il est inutile d'y penser : ou l'émission ferait fiasco, ou il faudrait accepter des conditions de nature à ruiner pour longtemps le crédit de la Russie. Le plus sage sera de se borner, pour le moment, à réaliser les deux cents millions de francs restés non placés encore du dernier emprunt 3 p. 100. Des propositions dans ce sens ont été faites cet été par le syndicat français qui a sollicité l'entreprise du chemin de fer transsibérien. Il importe de les prendre en considération au plus tôt, car rien n'est d'un intérêt plus essentiel pour la Russie que de procéder sans délai à l'établissement de cette ligne.

La construire à l'aide des ressources disponibles de l'Etat, il

(1) Extrait d'un *mémoire confidentiel :* « Le bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski, d'après des documents officiels, par M. E. de Cyon. Paris, Juillet 1892 (en russe).

n'y faut pas songer : rien, en effet, ne permet d'espérer que le Trésor ait, dans un avenir prochain, des fonds libres à sa disposition.

Nous croyons superflu d'insister sur les incalculables conséquences qu'aura pour le progrès économique de la Russie le prompt achèvement d'un chemin de fer traversant toute la Sibérie. La construction même de cette ligne attirera chez nous d'énormes capitaux étrangers, assurera du travail pendant une dizaine d'années à des centaines de mille ouvriers et alimentera l'activité de nos usines.

Ce que nous disons du Transibérien est vrai aussi des autres voies ferrées ou entreprises du même genre proposées par de sérieux *consortia* étrangers.

Ayant emprunté en France, dans un si court laps de temps, quatre milliards de francs, la Russie a perdu, pour plusieurs années, la faculté de contracter à Paris des emprunts avantageux. Elle continue cependant à avoir besoin des capitaux du dehors, mais elle n'a maintenant qu'un moyen de les attirer chez elle : ce sont les travaux publics. Qu'une société de constructeurs français obtienne l'autorisation d'établir en Russie une ligne de chemin de fer ou un canal, et que le gouvernement russe lui règle ces travaux en obligations garanties, il ne sera pas difficile aux obligataires de trouver à l'étranger le placement de leur papier. Le ministre des finances pourra ainsi, d'une façon indirecte, se procurer encore en France un ou deux milliards de francs. En fin de compte, ces sommes seront employées à d'utiles travaux publics et ne grèveront pas le Trésor. Mais il va de soi que, jusqu'à l'achèvement des travaux, le ministre pourra les affecter provisoirement à ses opérations de crédit. L'avantage sera double : d'une part les forces économiques se développeront grâce aux travaux exécutés et aux capitaux attirés; d'autre part, d'abondantes ressources seront mises à la disposition du Trésor, sans grossir la dette de l'Etat, car, si la prudence préside au choix des travaux publics, l'exploitation de ces derniers suffira aisément à gager l'intérêt des obligations. Indépendamment du Transibérien, il y a encore d'autres lignes de chemin de fer dont la construction est urgente, par exemple celle de Penza à Lozof, etc.; il faut aussi améliorer le système de navigation de Marie, rectifier le cours du Volga, agrandir et créer des ports, etc. Pour tous les travaux semblables on peut faire appel non seulement à l'or des

étrangers, mais encore à leur esprit d'entreprise. Le fait d'attirer, au profit de la Russie, les forces du dehors ne risque de soulever que les protestations d'une presse ignorante et inspirée par un faux patriotisme. L'enrichissement du pays ne saurait être une œuvre anti-patriotique. Sans doute, il serait déraisonnable de livrer à des étrangers la concession de l'exploitation des voies, mais que l'Etat les cède à qui il voudra, fût-ce même à des sujets russes, s'il donne sa garantie, il fera toujours une mauvaise affaire. Quant aux lignes d'un rendement douteux, le Trésor peut en accorder même la concession à n'importe quel groupe sérieux d'entrepreneurs, pourvu seulement qu'il s'abstienne d'en garantirla rentabilité.

Par cette voie indirecte, le ministre pourra facilement, dès la première année, recevoir du dehors, outre les 200 millions mentionnés plus haut, environ 2 à 300 millions, et cela *sans recourir aux emprunts*. A l'intérieur du pays il faudra aussi éviter autant que possible toute émission nouvelle et se procurer plutôt des ressources en facilitant la vente des titres du deuxième emprunt consolidé 4 1/2 p. 100 non encore placés dans le public, ainsi que des autres fonds qui encombrent la Banque de l'Etat. L'abaissement du cours de ces papiers, l'attribution aux banques privées d'une séduisante commission et d'autres mesures semblables atteindront aisément le but ; le Trésor encaissera une partie de l'argent qui se trouve presque sans profit en comptes courants dans ces banques et il allégera en même temps le portefeuille de la Banque de l'Etat.

Si, contrairement à notre attente, ce n'est pas assez de ces deux mesures pour parer aux conséquences du déficit de 1892, même en ce cas il faudra encore s'abstenir, autant que possible, de contracter un emprunt dans un moment si peu propice, et se borner à émettre soit des bons du Trésor à court terme, soit même temporairement des billets de crédit, mais ne recourir à l'emprunt que quand les circonstances, au dedans comme au dehors, seront plus favorables.

Ensuite le ministre des finances devra mettre tous ses soins à conserver intact notre fond d'or, c'est-à-dire à solder, autant que faire se pourra, les intérêts de nos dettes extérieures sans entamer cette réserve. Il est possible aussi de remplir cette tâche tout en donnant pleine satisfaction aux plus vitaux intérêts économiques.

Pour cela il suffira d'abroger ou, du moins, de mitiger considérablement le régime douanier de M. Wyschnegradski. En matière économique comme en matière politique les doctrines absolues sont également funestes. Le *free trade* peut être tout aussi désastreux pour un pays que le protectionnisme exagéré. Ce qui est utile à une nation peut être nuisible à une autre. Dans le choix d'une politique douanière, il faut, avant tout, s'inspirer de cette considération que le commerce, en dernière instance, n'est pas un échange de produits contre de l'argent comptant, mais un échange de produits contre d'autres produits; ensuite on doit être fixé exactement sur les denrées qu'un pays peut surtout exporter et sur celles qu'il lui est le plus avantageux d'obtenir en retour. Mais si vous instituez des tarifs de guerre en vue de supprimer l'importation, vous tuerez tôt ou tard votre exportation ou vous lui créerez des conditions très défavorables.

C'est ce que, pour le malheur de la Russie, M. Wyschnegradski a démontré de la façon la plus évidente. Ses tarifs de guerre contre l'Allemagne ont exercé sur notre agriculture l'influence la plus pernicieuse et ils ont été inutiles, nuisibles même, à notre industrie. L'Allemagne y a répondu d'abord en élevant les droits d'entrée sur nos produits naturels, puis en concluant son traité de commerce avec l'Autriche. Les deux mesures ont été très préjudiciables à nos agriculteurs, car presque tout le poids de ces impôts douaniers est retombé sur les producteurs et force nous a été, pour conserver le marché allemand, de vendre notre blé et notre bétail à plus bas prix que nos concurrents. Notre population agricole a, de ce fait, perdu au moins des centaines de millions de roubles par an. Peut-on douter que la disette de 1892 eût été moins désastreuse dans ses conséquences si ces centaines de millions de roubles étaient restées chez nos propriétaires et chez nos paysans ?

En 1887, le prince de Bismarck essaya, par l'entremise de M. de Bleichrœder à agir auprès de M. Wyschnegradski pour qu'il consente à recevoir des délégués que le gouvernement allemand se montrait disposé à envoyer à Pétersbourg en vue d'y négocier un traité de commerce : ce traité devait mettre fin, d'une part, à la guerre de tarifs, de l'autre à la campagne de la presse allemande contre nos valeurs.

Le prince de Bismarck ne pouvait nous proposer la chose officiellement, attendu que des ouvertures dans ce sens, faites

par lui en octobre 1886, étaient restées sans réponse. M. Wyschnegradski m'autorisa par écrit à accueillir ces propositions verbales *ad referendum* et de venir les lui soumettre à Saint-Pétersbourg, en juillet 1887. Je m'efforçai de convaincre Ivan Alexiévitch que moyennant quelques atténuations à nos tarifs sur le charbon et le fer on pourrait obtenir l'abrogation des droits allemands sur notre blé et que l'importation plus facile du fer et de la houille n'aurait en réalité que des avantages pour la majorité de nos usiniers. Mais alors M. Wyschnegradski ne voulait pas même entendre parler de cela. Depuis, il a compris sa faute et, dit-on, en 1892, il a essayé de conclure un traité de commerce avec l'Allemagne dans l'irréalisable espoir d'acquérir pour un nouvel emprunt le marché de Berlin. Par bonheur, cette tentative a échoué : elle aurait eu les plus funestes conséquences pour nos intérêts politiques et le marché berlinois n'en serait pas moins resté inaccessible à nos emprunts. En réalité, la conclusion d'un semblable accord avec l'Allemagne est pour nous une impérieuse nécessité, mais à deux conditions toutefois : 1° il doit être conclu dans l'intérêt exclusif de notre agriculture, en dehors de toute arrière-pensée d'affaires financières quelconques, 2° antérieurement à la conclusion de ce traité doit être signée une convention commerciale avec la France.

Les Français sont avec raison excessivement pointilleux ; si nous commençons par le traité de commerce avec l'Allemagne, les ennemis de la Russie s'empareront aussitôt du fait pour indisposer contre elle l'opinion publique et il en résultera un complet refroidissement des capitalistes français à l'égard de nos fonds, sans parler des suites extrêmement fâcheuses au point de vue politique qu'entraînera pour la Russie un tel malentendu. A vrai dire, nos relations commerciales avec la France n'acquerront jamais une importance aussi considérable que celle de nos échanges avec l'Allemagne, car les Français ne consomment pas de seigle et, dans les bonnes années, ils récoltent plus de froment que la Russie ; néanmoins il ne manque pas de produits, en dehors même du froment, dont nous pouvons obtenir un écoulement beaucoup plus large en France, par exemple, le naphte, le lin, le chanvre, le coton, l'alcool, le vin, etc. Le nouveau ministre des finances devra donc se pénétrer de la conviction qu'en Russie le protectionnisme absolu est funeste au plus haut degré. Nation presque exclusivement agricole, la Russie, en cette

qualité, réclame plutôt le système économique opposé. Comme on sait, dans les pays où une partie de la population exporte les produits du sol tandis que l'autre est surtout industrielle, la première tient pour la liberté du commerce et la seconde pour le protectionnisme. Ainsi en est-il en Allemagne, en France, en Autriche-Hongrie, etc. La guerre civile de 1864 aux États-Unis a été provoquée au moins autant par l'antagonisme entre le Sud agricole et le Nord industriel que par la question de l'esclavage. Pour un pays d'agriculteurs comme la Russie, le système prohibitif est encore plus dangereux que le *free trade* absolu. Le protectionnisme de M. Wyschnegradski favorisait les habitudes de gaspillage de certains fabricants moscovites, leur passion pour le gain facile et exagéré, plutôt qu'il ne servait l'industrie russe ayant réellement besoin de droits protecteurs. Quand nos manufacturiers comprendront qu'il faut installer les manufactures non dans les capitales, mais à proximité des bassins houillers, des mines et des autres lieux d'où l'on tire les matières premières utilisées par eux ; quand ils se rendront compte qu'une administration honnête et peu coûteuse est la condition *sine qua non* de la prospérité industrielle, que l'écoulement de leurs produits dans le pays est étroitement lié à l'aisance et à la richesse de la population rurale, ils cesseront d'insister auprès du ministre pour l'établissement de droits exorbitants dont ils sont eux-mêmes les victimes.

Le système des traités de commerce est, pour la Russie, le seul sage, le seul bienfaisant. L'accroissement des exportations déterminera nécessairement aussi celui des importations. L'agriculture trouvera de fructueux débouchés au dehors, l'industrie élargira ses marchés à l'intérieur du pays, le commerce prendra un nouvel essor et, entre autres avantages résultant de la prospérité publique, notons encore celui-ci : les droits de douane — non pas ces tarifs de guerre qui tuent les revenus dans leur source, mais des droits raisonnables, judicieusement établis — fourniront au fisc l'or nécessaire pour payer les intérêts des emprunts extérieurs. Ce sera le meilleur moyen pour le Trésor de conserver autant que possible sa réserve de métal précieux.

En concluant un traité de commerce avec l'Allemagne, le nouveau ministre des finances obtiendra aisément que la Banque Impériale de Berlin lève l'interdiction de recevoir en gage les valeurs russes. L'abrogation de cette défense aura à coup sûr pour effet d'attirer à Berlin une partie des fonds russes placés en

France, ce qui nous permettra de faire plus tard de nouvelles opérations de crédit sur la place de Paris et forcera la Bourse berlinoise à modérer son hostilité.

Bien entendu, le successeur de M. Wyschnégradski devra aussi s'appliquer à faire rentrer en Russie le plus promptement possible l'or qui appartient à l'Etat. Pour atteindre ce but, point n'est besoin d'employer les procédés raides et brutaux de M. Wyschnégradski, lesquels ont provoqué en 1889 le suicide de Denfert-Rochereau, directeur du Comptoir d'Escompte et le krach de cette banque, puis en 1890 la faillite de la maison Baring frères. Le retour de l'or en Russie s'effectuera sûrement et sans secousses, si l'on recourt pour partie de cet or d'abord à des traites sur Londres et Paris, ensuite aux transferts directs de l'or à Pétersbourg.

Les pures opérations de crédit ont, pour des raisons faciles à comprendre, joué le principal rôle chez M. Wyschnégradski et absorbé presque toute son activité. Le successeur de ce ministre devra les réduire au minimum; il faut que tous ses efforts soient dirigés vers la complète réorganisation du système des contributions, l'établissement d'un sérieux contrôle sur la perception des impôts, et l'amélioration de tout le régime économique du pays.

Tout le fardeau des charges publiques pèse chez nous presque exclusivement sur la population pauvre et, en particulier, sur les paysans. La lourdeur des impôts est encore aggravée par leur mode de perception déraisonnable. Tout cela non seulement est injuste, mais doit tôt ou tard avoir un contre-coup sensible sur les recettes du fisc. Pour que le nouveau ministre puisse se consacrer exclusivement à cette réforme colossale, il est indispensable que de ses attributions soient distraits tous les départements dont la présence ne fait que gêner inutilement le ministère et dont l'action naturelle est directement paralysée par leur subordination au ministre des finances. Nous ne croyons pas pouvoir entrer ici dans les détails de ce démembrement du ministère. Dans le onzième paragraphe de notre étude *Les principes de l'autocratie* (1) nous nous sommes exprimés plus longuement sur la nécessité de convertir le ministère des Voies et Communications en un ministère du Commerce et de l'Industrie auquel serait rattaché les départements des tarifs de chemins

(1) *La Russie contemporaine*, chez Calmann Lévy, Paris, 1891, pp. 127 et suivantes.

de fer et des Douanes et sur la transformation du ministère des Domaines de l'Etat en ministère de l'Agriculture.

Le progrès économique de la Russie réclame instamment ces modifications, mais elles ne seront bienfaisantes que si elles coïncident avec une transformation de l'esprit administratif lui-même : le pur et égoïste bureaucratisme, avec son formalisme délétère, ne fait nulle part autant de mal que dans les choses de l'agriculture et du commerce qui exigent la vive initiative et la pleine liberté de l'activité personnelle.

Délivré d'un fardeau superflu, le ministre des finances pourra s'occuper exclusivement des questions relatives aux changements à introduire dans notre système fiscal. Le détail de ces réformes ne serait pas à sa place ici, contentons-nous d'en signaler les principes fondamentaux, tels que nous les avons déjà exposés dans l'étude précitée :

« Il faudrait une série de réformes bien étudiées et systématiquement appliquées, surtout en ce qui concerne les conditions du crédit agricole, l'amélioration des procédés de culture, l'entretien des routes et des chaussées dont la surveillance doit être rendue au gouvernement, les *zemstvos* s'étant montrés aussi incapables de cette besogne qu'ils le sont de toute autre, — le dégrèvement de la propriété foncière et une perception mieux comprise de l'impôt, l'établissement du monopole de l'alcool par l'Etat, qui seul pourrait préserver le paysan de l'empoisonnement par la mauvaise eau-de-vie et qui ferait payer la taxe des spiritueux non plus au petit consommateur mais à la grande industrie, — la refonte des lois réglant la possession des biens communaux, l'adoption de mesures destinées à faciliter la conservation des terres par la famille. » (*L. c.* p. 134).

TABLE

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, rue des Saints-Pères, 19. — 29779.




STALL-STUDY
CHARGE
CANCELLED
JUN - 1 '54 H
STALL-STUDY
CHARGE




STALL-STUDY
CHARGE
CANCELLED
DUE APR 22 '40
JUN -1 '54 H